

## Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

## Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

CANADIAN FORCES COLLEGE / COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

CSC 32 / CCEM N° 32



MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**LA PROMOTION DE L'HISTOIRE MILITAIRE CANADIENNE  
AUPRÈS DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE :  
UN INVESTISSEMENT NÉCESSAIRE POUR L'AVENIR**

par Major Jean Laprade

20 avril 2006

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*



**TABLE DES MATIÈRES**

Table des matières	i
Sommaire	ii
Introduction	1
Chapitres	
1. L'héritage militaire: un passé oublié	7
a. Une tradition peu militariste	7
i. La crise de la conscription de 1917	10
ii. La conscription de 1942	14
iii. La Révolution tranquille	17
b. Les programmes scolaires au Québec (1945-2005)	21
2. Comprendre la société canadienne	28
a. L'histoire: une porte sur l'avenir	33
i. Les Canadiens et la guerre	35
ii. La Guerre froide	40
iii. L'après Guerre froide	44
b. Le militaire et la sécurité	49
3. Le MDN et l'héritage militaire	54
a. MDN: un rôle d'informateur	55
b. Les partenaires gouvernementaux potentiels	63
c. Autres organismes non-gouvernementaux	69
4. Conclusion	73
Bibliographie	77

## SOMMAIRE

Le système d'éducation québécois attache peu d'intérêt sur l'enseignement de l'histoire militaire canadienne et ce, depuis plusieurs décennies. En particulier, les programmes d'études en histoire pour les jeunes dans les écoles secondaires au Québec font preuve de mutisme à l'égard du passé militaire canadien au 20<sup>e</sup> siècle. Les carences notables de connaissances de la population québécoise envers son héritage militaire ont contribué à perpétuer un sentiment d'indifférence de l'opinion publique envers l'environnement militaire en général. Pourtant, les Canadiens français ont été nombreux à combattre pendant les conflits mondiaux et à participer aux nombreuses missions de FC au 20<sup>e</sup> siècle. Cette tradition se poursuit aujourd'hui notamment dans les opérations en Afghanistan où les militaires canadiens jouent un rôle de premier plan dans la lutte anti-terroriste et dans les efforts de stabilisation du pays. Pour mieux comprendre le rôle du militaire aujourd'hui, les Québécois doivent se réappropriier leur histoire militaire afin de tirer les leçons du passé et prendre conscience du sacrifice de nos soldats au nom de la liberté. Un moyen prometteur d'y parvenir est d'orienter les efforts sur la promotion et l'éducation des jeunes adolescents sur l'histoire militaire de leur pays. La présente étude démontre que le MDN est en mesure de coordonner les efforts avec des partenaires comme le Musée canadien de la guerre, les Anciens Combattants Canada, la Légion royale canadienne ainsi que certaines institutions universitaires afin de sensibiliser les jeunes Québécois au patrimoine militaire et contribuer, à plus ou moins long terme, au développement de l'histoire canadienne comme champ d'études au Québec.

« La connaissance historique ne consiste pas à raconter ce qui s'est passé d'après les documents écrits qui nous ont été par accident conservés, mais, sachant ce que nous voulons découvrir et quels sont les principaux aspects de toute collectivité, à nous mettre en quête des documents qui nous ouvriront l'accès au passé. »<sup>1</sup>

Raymond Aron, sociologue et philosophe

## INTRODUCTION

L'étude de l'histoire nous permet de retracer les événements du passé afin de mieux comprendre le présent à travers l'évolution des valeurs, des coutumes et des mœurs. Chaque société possède un héritage historique distinct qui a contribué à modeler les institutions et les strates sociales. À ce titre, l'histoire du Canada et plus particulièrement l'histoire militaire canadienne du 20<sup>e</sup> siècle sont riches en événements qui ont marqué l'évolution et la transformation de la société. Notre passé militaire est une partie intégrante du patrimoine canadien et québécois et, à ce titre, l'interaction entre la société, le gouvernement et les institutions militaires a contribué à façonner l'évolution sociale au pays<sup>2</sup>. Pourtant, l'enseignement de l'histoire militaire canadienne, au sein de l'histoire du Canada en général, est demeuré un champ d'études sous-exploité depuis les années 1960, et ce, de façon plus marquée chez les historiens francophones comme le font remarqué deux de nos historiens militaires canadiens :

...le secteur de l'histoire militaire n'a en général, pas attiré d'historiens rédigeant en français. Leur absence est en grande partie attribuable à l'histoire elle-même : conquête, anglicisation croissante et différends culturels d'ordre national concernant la guerre et la politique étrangère.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Raymond Aron, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Edition coll. Agora, c1998, p. 94

<sup>2</sup> Serge Bernier, *Le patrimoine militaire canadien d'hier et d'aujourd'hui Tome III – 1872-2000*, Ottawa, Art Global, 2000, p. 229.

<sup>3</sup> Ronald Haycock avec Serge Bernier, *L'enseignement de l'histoire militaire; Clio et Mars au Canada*, Arthabasca, Arthabasca University, 1995. p. 134

À cela s'ajoutent d'autres raisons d'ordre plus politique qui ont poussé les élites au Québec à une certaine manipulation du récit historique en insistant sur « ...la relation que les Québécois d'héritage canadien-français entretiennent avec leur passé, un passé réputé douloureux...qui, apparemment, commande un souvenir impérissable de tourmente exigeant réparation ou rachat »<sup>4</sup>. Bien que des efforts aient été entrepris par des historiens, de la trempe de Serge Bernier et Robert Comeau, pour combler ce vide depuis le début du nouveau millénaire et pour jeter les bases d'une expertise en histoire militaire canadienne en français, la carence d'historiens militaires et d'enseignants en histoire militaire se fait encore sentir au sein des cercles universitaires québécois. Cette situation est encore plus déplorable au sein des établissements d'enseignement secondaire au Québec qui, certes, traitent de l'aspect militaire pendant la période de colonisation de la Nouvelle-France avant la Conquête de 1760, mais qui ne possèdent aucun cours d'histoire militaire canadienne depuis la Confédération dans leurs programmes d'étude en histoire<sup>5</sup>. Cette situation est révélatrice sur l'intérêt mitigé de l'ensemble de la société québécoise quant aux études de l'histoire militaire canadienne.

L'historien militaire George F.G. Stanley mentionne à ce propos: « Les Canadiens, qu'ils soient d'origine française ou d'origine anglaise, ne forment pas un peuple militaire »<sup>6</sup>. Pourtant, comme le fait remarquer Desmond Morton, « la guerre a

---

<sup>4</sup> Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir : Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000, p. 16.

<sup>5</sup> Ministère de l'éducation, *Programme de formation de l'école québécoise: enseignement secondaire de premier cycle*, [http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme\\_de\\_formation/secondaire/pdf/prform2004/chapitre72v2.pdf](http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme_de_formation/secondaire/pdf/prform2004/chapitre72v2.pdf), Internet, consulté le 10 novembre 2005.

<sup>6</sup> George F. G. Stanley, *Nos soldats : l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Traduit de l'anglais par Serge Bernier, Montréal, Editions de l'Homme, c1980, p. 15.

eu sur l'évolution des Canadiens une influence bien plus grande que la plupart d'entre eux ne le réalisent »<sup>7</sup>. L'histoire militaire canadienne regorge d'évènements qui ont contribué à l'édification de la société québécoise actuelle. À ce propos, l'historien Desmond Morton mentionne : « En fait, il serait difficile de trouver une institution, de la famille au syndicalisme, dont l'une des guerres mondiales, si ce n'est les deux, n'ait pas transformé l'histoire »<sup>8</sup>. Le problème en est un de mémoire collective sur le patrimoine militaire. Bien que la notion de citoyen-soldat ait été très présente du temps des milices coloniales, les Québécois ont témoigné beaucoup moins d'intérêt envers le domaine militaire au cours du dernier siècle comparativement à leurs confrères anglophones. Le caractère fortement britannique de l'armée ainsi que le refus des autorités militaires et politiques d'adapter les institutions militaires « ...aux désirs et traditions du Canada français »<sup>9</sup> au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, et ce, jusqu'à l'unification des Forces en 1967, constituent les principaux obstacles qui ont empêché aux Canadien français de vraiment s'identifier au système militaire canadien.

Malgré tout, encore de nos jours, on peut constater un manque chronique de connaissances de la population québécoise envers son héritage militaire depuis la Confédération ce qui contribue à perpétuer un sentiment d'indifférence de l'opinion publique envers l'environnement militaire en général. Le journaliste-politologue Paul-André Comeau fait le constat de cette indifférence en ces termes : « À l'évidence, la transmission de connaissances, encore moins l'élaboration de mythes n'ont été assurées

---

<sup>7</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada 1608-1991*, Montréal, Septentrion, 1993, p. 11

<sup>8</sup> Ibid., p. 12

<sup>9</sup> Desmond Morton, « Le Canada français et la milice canadienne », dans Jean-Yves Gravel éd., *Le Québec et la Guerre 1867-1960*, Montréal, Boréal Express, 1974, p. 32.



au Québec depuis la Seconde Guerre mondiale »<sup>10</sup>. La présente étude montrera comment la manipulation du récit collectif «...d'un passé éprouvant, parfois navrant... »<sup>11</sup> par les élites politiques et nationalistes au Québec a motivé l'oubli du passé militaire et du héros québécois.

Un moyen prometteur de sensibiliser la communauté québécoise envers son passé militaire est d'orienter les efforts sur la promotion et l'éducation des jeunes (12 à 18 ans) à l'histoire militaire de leur pays. La présente étude propose cette audience<sup>12</sup> puisqu'il s'agit de familiariser tôt la nouvelle génération à l'influence de l'héritage militaire sur la société et développer une meilleure prise de conscience de celle-ci envers les défis militaires de l'avenir. Ce faisant, les jeunes auront une meilleure compréhension de l'institution militaire canadienne qui joue un rôle actif tant sur le plan domestique (souveraineté du pays et mesures d'urgence) que sur la scène mondiale (missions de la paix, guerre au terrorisme). Dans ce contexte, le Ministère de la Défense nationale (MDN) avec l'aide de partenaires gouvernementaux comme les Ministères du Patrimoine et des Anciens Combattants, possède des ressources qui peuvent être mises à contribution

---

<sup>10</sup> Paul-André Comeau, « L'oubli: thérapie collective ou exutoire traditionnel ? », *Bulletin D'histoire politique*, Vol. 3, No. 3-4, p. 394.

<sup>11</sup> Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir...*, p. 16.

<sup>12</sup> Gustave Monod, « Un enseignement secondaire qui accueille tous les adolescents de 12 à 18 ans, centré sur la transmission de la culture, le développement de chacun et la formation à la démocratie », *Circulaire du 20 août 1945 (année scolaire française 1945-46)*, <http://www.meirieu.com/PATRIMOINE/gustavemonod.pdf>, Internet, consulté le 4 février 2006. L'auteur mentionne que le groupe d'âge de 12 à 18 ans constitue « l'âge plastique de la formation », c'est-à-dire la période où se dessinent et se décident les destinées. Ce groupe d'âge demeure encore aujourd'hui le groupe cible des écoles secondaires du Québec et représente la période pendant laquelle les jeunes développent les « ...outils qui leur permettent de vivre dans une société où les rapports humains sont plus complexes qu'autrefois ». Bien que le ministère de l'éducation du Québec (MEQ) ait proposé de mettre l'emphase sur l'enseignement de l'histoire au secondaire, l'histoire militaire canadienne est encore une grande absente du curriculum visé. Voir Gouvernement du Québec, MEQ, *L'école, tout un programme: énoncé de politique éducative*, 1997, [http://www.meq.gouv.qc.ca/reforme/pol\\_eco/ecole.htm#2d](http://www.meq.gouv.qc.ca/reforme/pol_eco/ecole.htm#2d), Internet, consulté le 27 décembre 2005.

dans la promotion de l'héritage militaire auprès des jeunes. À cela s'ajoutent des organismes comme la Légion royale canadienne et la Chaire Hector Fabre de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) qui font beaucoup pour la promotion de l'histoire militaire.

Le premier chapitre de l'étude vise principalement à circonscrire et à analyser les raisons de l'intérêt mitigé québécois envers l'héritage militaire canadien et à comprendre le mutisme de l'histoire militaire dans les institutions d'enseignement au Québec jusqu'à nos jours. Ainsi, nous constaterons que de l'avènement de la Milice volontaire au 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin des années 1960, l'unilinguisme et les traditions britanniques de l'armée canadienne, les crises de conscription de 1917 et 1942 ainsi que la poussée nationaliste au Québec pendant la Révolution tranquille ont été des facteurs déterminants dans le détachement progressif des Québécois envers la chose militaire. Un examen rapide de la situation de l'enseignement de l'histoire militaire au Québec depuis la Révolution tranquille démontrera la dure évolution d'un domaine d'étude qui commence à peine à briser le silence.

La deuxième partie de l'ouvrage traite principalement de l'importance de l'histoire militaire canadienne dans la compréhension des structures militaires actuelles et dans l'appréciation du rôle du soldat au sein de la société présente. Dans cette optique, Paul-André Comeau explique que « ...les mémoires et manuels contribuent... à la socialisation des membres de la collectivité, ou, dans le cas qui nous préoccupe, [à] la sédimentation de la culture politique »<sup>13</sup>. À cette fin, trois périodes spécifiques du 20<sup>e</sup> siècle (les guerres, la Guerre froide et l'après-Guerre froide) sont proposées comme

---

<sup>13</sup> Paul-André Comeau, « L'oubli: thérapie collective... », p. 394

champs d'études pour les jeunes étant donné leur impact sur la culture canadienne et sur la transformation de l'institution militaire au pays au fil des ans.

La troisième partie est consacrée aux rôles d'informateur et de promoteur que peuvent jouer le MDN et ses partenaires gouvernementaux dans la familiarisation des jeunes au Québec envers l'histoire militaire canadienne. Nous verrons que plusieurs programmes d'information déjà en place (site internet, témoignages de vétérans, trousseaux pédagogiques, visites de musées) sont sous-utilisés et que d'autres alternatives peuvent être explorées afin de susciter un intérêt chez les jeunes concernant leur patrimoine militaire. Le MDN peut utiliser ses ressources en concert avec d'autres organismes, non pas pour remplacer les institutions d'enseignement, mais pour aider à promouvoir l'histoire et les valeurs militaires auprès du public québécois et des jeunes en particulier. Enfin, l'étude démontrera qu'il est important de sensibiliser les nouvelles générations en ce qui a trait à leur héritage militaire afin que ces dernières soient plus en mesure de saisir les défis liés l'environnement militaire de demain. À ce titre, le MDN a un rôle important à jouer.

« ...l'histoire, par des actions et des discours vrais, doit instruire et convaincre « pour toute la suite des temps » les gens soucieux de s'instruire »<sup>14</sup>.

Polybe, historien grec (210-126 av J.-C.)

## CHAPITRE 1 – L'HÉRITAGE MILITAIRE : UN PASSÉ OUBLIÉ

### UNE TRADITION PEU MILITARISTE

Comme le mentionne l'historien Desmond Morton : « Il y a un siècle et demi que les Canadiens n'ont pas ressenti de véritable danger menaçant leur territoire. La guerre a disparu non pas dans le souvenir des pères, mais bien dans ceux des grands-pères »<sup>15</sup>. Malgré la menace d'une invasion américaine perçue par l'élite politique canadienne pendant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle et l'ombre de l'holocauste nucléaire qui inquiétait la population au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'intérêt des Canadiens français envers les affaires militaires est demeuré, somme toute, assez faible en comparaison aux Canadiens anglais. Avec la disparition des milices coloniales et le peu de menaces autres que celles du voisin du sud, l'intérêt des Canadiens pour les questions militaires a diminué considérablement surtout pendant la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Pour les Canadiens français au Québec, ce sentiment de détachement envers l'environnement militaire s'accroît puisque l'armée est un symbole de l'Empire britannique auquel ils ne s'identifient pas. Même avec l'instauration d'une milice volontaire canadienne à partir

---

<sup>14</sup> Polybe, *Histoire*, traduit du grec par Denis Roussel, Paris, Gallimard, c2003, p. 23

<sup>15</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire...*, p. 384

de 1855 , l'historien Jean-Yves Gravel explique, à propos de cette dernière, que « ...les Canadiens-français [y] jouent un rôle relativement modeste...[car] elle leur apparaît comme une institution anglo-saxonne...tout est d'origine britannique »<sup>16</sup>.

Malgré les efforts de George-Étienne Cartier, Ministre de la Milice du Dominion en 1868, pour faire de la Milice une institution « ...représentatives des deux groupes ethniques du pays »<sup>17</sup>, les Canadiens français ne parviennent pas à s'intégrer.

L'unilinguisme anglo-saxon du commandement, le mauvais financement des unités rurales au Québec et le peu d'engouement des Canadiens français à servir pour l'Empire constituent les raisons principales de l'échec du projet. Bien qu'on ne puisse attribuer les problèmes d'unité nationale uniquement à l'échec de l'intégration des Canadiens français dans la Milice canadienne, cet événement contribue à creuser les disparités entre Canadiens anglais et Canadiens français dans les rangs de l'armée. Toutefois, les Canadiens-français ne sont pas contre la guerre, mais plutôt réfractaire à rejoindre les rangs d'une institution aux traditions britanniques. Même les pensées anti-impérialistes véhiculées, pendant la guerre des Boers, par le nationaliste Henri Bourassa qui s'oppose farouchement à « ...la participation active des colonies aux guerres de l'Angleterre »<sup>18</sup> sont en réalité un plaidoyer pour l'autonomie nationale canadienne. Il ne s'oppose donc pas nécessairement à la guerre. Lorsque la guerre éclate en 1914, plusieurs Canadiens français s'engagent comme volontaires et le clergé appuie l'effort de guerre canadien. Mais les Canadiens français sont peu nombreux à s'engager dans les rangs en

---

<sup>16</sup> Jean-Yves Gravel éd., *Le Québec et la Guerre 1867-1960*, Montréal, Boréal Express, 1974, p. 12.

<sup>17</sup> Ibid., p. 11.

<sup>18</sup> René Durocher, « Henri Bourassa, les évêques et la guerres de 1914-1918 », dans Jean-Yves Gravel éd., *Le Québec et la guerre*, p. 47.

comparaison des Canadiens anglais. Comme le souligne l'historien Jean-Pierre Gagnon, en 1914 « le Canadien anglais pensait en fonction de l'Empire, le Canadien français en fonction du Canada »<sup>19</sup>. Toutefois, la crise de conscription de 1917 allait exacerber le sentiment antimilitariste de la population au Québec qui «... allait avoir de graves conséquences à l'occasion des guerres du 20<sup>e</sup> siècle »<sup>20</sup>.

Le 20<sup>e</sup> siècle constitue une période pendant laquelle les Canadiens français au Québec montrent peu d'intérêt envers la participation des siens aux grandes guerres perçues comme des conflits à l'étranger et ce, au nom de l'Empire surtout en ce qui a trait à la guerre de 1914-1918. En fait, on dénote trois événements majeurs au cours de ce siècle qui marquent la mémoire collective au Québec et qui incitent les autorités politiques et les nationalistes à encourager les Canadiens français à se méfier de toutes « ...questions ayant des connotations militaires »<sup>21</sup> : il s'agit des crises de la conscription de 1917 et 1942 ainsi que l'avènement de la Révolution tranquille.

Pendant les crises de conscription, les opposants au service obligatoire sont louangés et les déserteurs sont considérés comme des héros alors qu'on passe sous silence ceux qui combattent au front. Comme le fait remarquer l'historien Jean-Pierre Gagnon dans son étude sur le 22<sup>e</sup> bataillon : « Les émeutes de Québec ont occupé dans la mémoire collective une place privilégiée alors que le souvenir de Tremblay et ses hommes s'est vite estompé »<sup>22</sup>. La montée du nationalisme et l'influence du bas-clergé

---

<sup>19</sup> Jean-Pierre Gagnon, *Le 22<sup>e</sup> bataillon (canadiens-français) 1914-1919*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986, p. 51.

<sup>20</sup> Ronald Haycock avec Serge Bernier, *L'enseignement de l'histoire militaire...*, p. 114.

<sup>21</sup> Ibid., p. 116.

<sup>22</sup> Jean-Pierre Gagnon, *Le 22<sup>e</sup> bataillon...*, p. 385.

contribuent à véhiculer l'image héroïque du déserteur et engendrent ainsi de profonds différends entre Canadiens anglais et français concernant le service militaire. Comme le décrit l'historien Jean-Yves Gravel «... la contribution des Canadiens français à l'effort de guerre restant ignorée, cela semble donner raison aux accusations d'inégalité de sacrifices clamées par le Canada anglais »<sup>23</sup>. En 1945, le patrimoine militaire canadien français est peu raconté et suscite peu d'intérêt chez les intellectuels. Paul-André Comeau constate que « ...la transmission de connaissances, encore moins l'élaboration de mythes n'ont été assurés au Québec depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le roman où la guerre tiendrait une place importante a été peu pratiqué »<sup>24</sup>. Pour sa part, la Révolution tranquille des années 60 constitue une période charnière du nationalisme au Québec qui remet en cause l'autorité du gouvernement fédéral et ses institutions, dont les Forces canadiennes. Pour bien saisir les raisons qui ont motivé la mise au rancart du patrimoine militaire de la part des Canadiens français, il importe ici d'examiner plus en détail chacun de ces faits saillants.

## LA CRISE DE LA CONSCRIPTION DE 1917

Comme on l'a vu précédemment, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les Canadiens français ont peine à s'intégrer au sein de la Milice volontaire. Contrairement à leurs compatriotes anglophones, les Canadiens français sont indifférents aux guerres de l'Empire britannique

---

<sup>23</sup> Jean-Yves Gravel, *Le Québec et la guerre...*, p. 84

<sup>24</sup> Paul-André Comeau, « L'oubli: thérapie collective... », p. 394

et c'est ce qui explique leur faible participation à la guerre des Boers (1899-1902)<sup>25</sup>. Lorsque le Canada est sollicité par le War Office de Londres pour fournir des troupes pendant la Première Guerre mondiale, les Canadiens français sont peu nombreux pour rejoindre les rangs<sup>26</sup>. Parallèlement, le fervent nationaliste canadien français, Henri Bourassa, ancien député sous le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier, milite depuis des années contre toute participation canadienne dans les guerres de l'Angleterre et son discours résonne fortement chez la population au Québec<sup>27</sup>. Pour sa part, le clergé québécois continue d'exercer un pouvoir social très fort auprès des Canadiens français et il s'engage dans la promotion des valeurs traditionnelles d'une population majoritairement rurale. Ces discours contribuent à renforcer, au Québec, un régionalisme très prononcé chez le Canadiens-français moyen qui s'intéresse peu ou pas à la politique nationale, au développement industriel et aux relations internationales<sup>28</sup>.

---

<sup>25</sup> J.L. Granatstein and J.M. Hitsman, *Broken Promises: A History of Conscription in Canada*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1977, p. 15. Basé sur les statistiques d'une étude historique des Forces armées préparée pour la Commission Royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, les auteurs mentionnent que parmi les 7,368 Canadiens qui ont participé à la Guerre des Boers, seulement 3% étaient des Canadiens français.

<sup>26</sup> Marc Milner, *Canadian Military History*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1993, p. 54. Les piètres conditions de recrutement pour les francophones ainsi que le refus du haut commandement de former des unités canadiennes françaises constitueront les principaux obstacles à l'enrôlement au Québec en 1914. L'historien Jean-Pierre Gagnon souligne pour sa part que le 22<sup>e</sup> Bataillon canadien français sera l'exception et constituera la seule unité francophone canadienne, parmi les quinze bataillons canadiens français, à ne pas être démembrée pour renforts au sein des 250 bataillons formés à l'époque pour le service outre-mer dans Jean-Pierre Gagnon, *Le 22<sup>e</sup> bataillon*, p. 232-233.

<sup>27</sup> André Laurendeau, *La crise de la conscription 1942*, Montréal, Édition du jour, 1962, p. 15. Henri Bourassa, fondateur et directeur du journal « Le Devoir », s'opposait farouchement à suivre aveuglément les politiques impériales britanniques. Il était d'avis que le Canada, et pas seulement le Québec, devait défendre ses intérêts et décider de son propre avenir. Il sera perçu comme un traître par les autorités canadiennes anglaises encore très attachées au « Mother Land » mais acclamé au Québec pour ses convictions nationalistes.

<sup>28</sup> Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain de la Confédération à la crise*, Montréal, Boréal Express, 1979, p. 608-609.



Bien que le clergé ait été favorable initialement à la décision d'appuyer la mobilisation de militaires volontaires pour soutenir l'effort de guerre en 1914 au nom de la liberté et la loyauté<sup>29</sup>, le discours est tout autre lorsque vient le temps pour le gouvernement canadien d'avoir recours à la conscription afin de pallier aux manques de troupes qui sont décimées en grand nombre sur les champs de bataille en Europe. Animé par les propos anticonscriptionnistes de Bourassa et du soutien de la population à son égard, le clergé s'oppose à son tour à la conscription. L'historien René Durocher cite Mgr Bruchési, l'archevêque de Montréal considéré comme le « Laurier » de l'Église au Canada, dans une lettre adressée à Henri Bourassa à propos de la conscription : « ... sur la conscription je pense absolument comme vous. Et je ne crois pas manquer de logique parce que j'ai admis la participation du Canada à la guerre actuelle »<sup>30</sup>.

Le projet de loi sur le service militaire obligatoire du Premier ministre canadien, Robert Borden, en 1917, suscite un mécontentement populaire au Québec. Depuis le début du conflit, Borden avait maintes fois « ... exprimé sa confiance envers le recrutement volontaire et rassuré [la population] que la conscription ne serait pas utilisée »<sup>31</sup>. Cette promesse rompue, les députés libéraux francophones à Ottawa ainsi que le gouvernement québécois se sentent trahis et s'objectent au projet, mais en vain. Pour leur part, les Canadiens français ne veulent pas être forcés de servir la Patrie au nom de l'Empire britannique et conséquemment « ... des émeutes éclatent dans les rues de Québec

---

<sup>29</sup> André Laurendeau, *La crise de la conscription...*, p. 16

<sup>30</sup> Mgr Bruchési à H. Bourassa, 28 mai 1917, corr. ecc. dans René Durocher, « Henri Bourassa, les évêques et la guerre », p. 71

<sup>31</sup> J.L. Granastein and J.M. Hitsman, *A history of Conscription...*, (traduction libre) p. 267

et des manifestations s'organisent à Montréal »<sup>32</sup>. L'Armée intervient dans les rues de Québec en 1918 pour restaurer l'ordre ce qui accentue la crise politique au pays. Même si l'Armistice est signé quelque mois plus tard, les cicatrices sont profondes de sorte que « ...les hommes politiques faisaient preuve de beaucoup de circonspection en ce qui concernait toute question pouvant avoir des résonances sur l'unité fragile du pays »<sup>33</sup>.

La guerre affecte considérablement les Canadiens qui développent un sentiment de méfiance envers les institutions militaires. Même au niveau politique, la guerre a exacerbé le problème d'unité nationale. Le gouvernement fédéral cherche donc à éviter le sujet et à éviter toute polémique avec le Québec. Cette situation se fait ressentir dans tous les milieux et particulièrement chez les universitaires canadiens où les programmes d'études en histoire militaire sont délaissés, au cours de l'entre-deux-guerres, au profit des programmes d'études constitutionnelles, économiques et sociales<sup>34</sup>. Cette tendance est encore plus forte au Québec en raison des tensions soulevées par la conscription qui ont aliéné les élites politiques, le clergé et la population en général envers le militarisme perçu comme un instrument du pouvoir du Canada anglais. Le peu d'intérêt manifesté à l'époque envers les études historiques ou même sociologiques concernant l'engagement du Canada dans la Guerre 14-18 crée un vide en terme de connaissances et de mémoire collective sur les leçons apprises de la guerre. Cette réalité contribue à alimenter l'indifférence des Québécois en matière de militarisme pour qui « ...le front commençait

---

<sup>32</sup> Patrick Couture, *Histoire du Québec et de l'Amérique française*, <http://www.republiquelibre.org/cousture/LAUR.HTM>, Internet; consulté le 24 janvier 2006

<sup>33</sup> Ronald Haycock avec Serge Bernier, *L'enseignement de l'histoire...*, p. 116

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 116

à Halifax, voire à Gaspé »<sup>35</sup>. L'entrée en guerre du Canada en 1939 aura tôt fait de raviver les vieilles querelles de la Grande Guerre.

## LA CONSCRIPTION DE 1942

En fait, le spectre de la conscription au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale apparaît en 1942 lorsque le gouvernement fédéral décide de recourir à un plébiscite national afin d'obtenir l'autorisation de recourir à l'engagement militaire obligatoire en cas de besoin. Le projet est mis de l'avant pour délivrer le gouvernement fédéral de ses promesses anticonscriptionnistes et suscite beaucoup de craintes auprès de la population québécoise pour qui les souvenirs de 1917 sont ravivés par les nationalistes et le bas-clergé catholique au Québec qui s'opposent à tout recours à la conscription. Cette décision fait suite aux inquiétudes soulevées par la situation précaire des Alliés en Europe ainsi que l'ouverture d'un deuxième front dans le Pacifique après les attaques japonaises à Pearl Harbor et dans le Pacifique<sup>36</sup>. Le Premier ministre canadien de l'époque, William Lyon Mackenzie King, est conscient des problèmes d'unité nationale que la conscription de 1917 a causé au pays et, dans un souci de minimiser l'opposition au Québec face à cette entreprise, il s'efforce de rassurer les libéraux canadiens français de son cabinet ainsi que les leaders du parti libéral au pouvoir au Québec en déclarant : « Pas nécessairement la conscription, mais la conscription si nécessaire »<sup>37</sup>. Les résultats

---

<sup>35</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada...*, p. 15

<sup>36</sup> C.P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernement: les politiques de guerre du Canada 1939-1945*, Ottawa, Information Canada, c1970, p. 440

<sup>37</sup> W.L. Mackenzie King dans Debates, 10 juin 1942, cité par Jean-Yves Gravel, *Le Québec et la guerre*, p. 82

nationaux du plébiscite en avril 1942 confirment la scission entre le Canada anglais et les Canadiens français du Québec : Oui :63.7%, Non :36.3% (on enregistre 71.2% de Non au Québec dont 85 % chez les francophones québécois )<sup>38</sup>. C'est ce qui explique que ce plébiscite ait été qualifié à l'époque de « vote de race »<sup>39</sup>.

C'est ainsi que sous la bannière de la Ligue pour la défense du Canada, les nationalistes, dont André Laurendeau, dénoncent le plébiscite comme une mesure antidémocratique et un stratagème du Canada anglais visant à forcer les Canadiens français du Québec à servir contre leur gré au sein d'une armée à la solde des Britanniques. Les Canadiens français appuient de façon solidaire tous ceux des leurs qui se sont portés volontaires pour combattre en Europe ce qui ne change en rien leur «...volonté commune de refuser la contrainte»<sup>40</sup>. Les Canadiens français ne sont pas contre la guerre, mais ils refusent de servir de force. Malheureusement, la fièvre nationaliste contre la conscription en 1942 éclipse les exploits des nombreux volontaires Canadiens français qui combattent au front. Comme le souligne le nationaliste André Laurendeau, « ...la crise des renforts qui frappe l'Armée canadienne, en 1944, ...ne sera résolue qu'avec une conscription partielle, mais non sans une tempête politique au Québec »<sup>41</sup>. Cette situation contribue à mettre en évidence la résistance du Québec à la conscription et présente le déserteur et le conscrit comme des héros face aux manigances gouvernementales. Cette perception perpétue «...le souvenir de la résistance des

---

<sup>38</sup> André Laurendeau, *La crise de la conscription...*, p. 119-120.

<sup>39</sup> F.-A. Angers, *L'Action Nationale*, mai 1942, cité par André Laurendeau, *La crise de la conscription...*, p. 19.

<sup>40</sup> Ibid., p.129.

<sup>41</sup> Jean-Yves Gravel éd., *Le Québec et la guerre...*, p. 17.

Québécois à la conscription, l'impression que ceux-ci avaient refusé en bloc de participer à la libération d'un continent mis à feu et à sang »<sup>42</sup>. Pourtant, ce n'est pas le cas. Les Canadiens français, dont la grande majorité vient du Québec, sont nombreux à s'être engagés volontairement pour combattre pour la liberté. Plus de 190,000 Canadiens français parmi 1,050,000 si l'on inclut les conscrits qui ont servi en Europe ce qui constitue environ « 19% de l'effectif militaire canadien »<sup>43</sup> qui a participé à la guerre.

Malheureusement, les faits d'armes des militaires canadiens français restent dans l'ombre. Ce qui retient l'attention, c'est le combat engagé au Québec contre la conscription qui marque profondément la mémoire collective de la population. Cette crise de conscription fera naître un sentiment antimilitariste « en surdéterminant la mémoire du déserteur par rapport celle du combattant »<sup>44</sup>. Pour le Canadien français, la guerre est encore une fois associée intimement aux problèmes de la conscription qui engendrent le chaos, et symbolisent méfiance et division d'avec le Canada anglais<sup>45</sup>. Cette perception alimentera la « mémoire collective » et influencera la « mémoire historique »<sup>46</sup> de l'élite au Québec pour les années à venir. Au sortir de la guerre, même

---

<sup>42</sup> Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe*, p. 10.

<sup>43</sup> Jean-Yves Gravel éd., *Le Québec et la guerre*, p. 84.

<sup>44</sup> Béatrice Richard, « La participation des soldats canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale: une histoire de trous de mémoire », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 3, No 3 et 4, printemps/été 1995, p. 383.

<sup>45</sup> J.L. Granastein and J.M. Hitsman, *Broken promises...*, p. 269.

<sup>46</sup> Robert Martineau, « La réforme du curriculum : Quelle histoire et quelle formation pour quelle citoyenneté », *Traces*, Vol. 36, No. 1, janvier/février 1998, p. 42. L'auteur mentionne que les références au passé s'alimentent à partir de deux sources que sont la *mémoire collective* et la *mémoire historique*. La première réfère à l'ensemble des souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue ou mythifiée par la collectivité (croyances, mythe, symbole) et qui sert à l'identité des groupes. La deuxième est plutôt la démarche scientifique et analytique pour expliquer les faits en relation avec leur environnement. Dans le cas québécois, la mémoire collective anti-militariste aura une incidence sur le peu d'intérêt portée à l'étude de l'histoire militaire canadienne (mémoire historique) dans les milieux intellectuels.

si le Québec demeure encore majoritairement très clérical, il s'ouvre à l'industrialisation et à l'internationalisation ce qui « ...représente un moment de transition entre l'isolationnisme traditionnel et l'ouverture des francophones sur le monde des années 60 »<sup>47</sup>. Cette tendance va conduire à la Révolution tranquille qui accentuera davantage l'oubli de l'histoire militaire canadienne française.

## LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

La poussée nationaliste de l'après-guerre au Québec favorise l'émergence d'une prise de conscience des Canadiens français sur le monde. L'avènement d'une nouvelle élite politique, après la mort du Premier ministre Maurice Duplessis en 1959, donne le ton à un courant nationaliste qui prône la mise en place d'un État moderne et cherche à redéfinir l'identité du québécois « maître chez lui »<sup>48</sup>. On ne parle plus de Canadiens français, mais de Québécois : « ...les groupes qui forment la nouvelle classe [dirigeante] affichent un nationalisme conquérant...ils ne font aucun mystère de leur volonté de franciser la société en faisant du Québec un État fort...»<sup>49</sup>.

La Révolution tranquille est engagée par le gouvernement libéral provincial de Jean Lesage qui vise à transformer la société québécoise du point de vue culturel, économique et social. Séparation de l'État et de l'Église, nationalisation de l'électricité,

---

<sup>47</sup> J.I. Gow, "Les Québécois, la guerre et la paix", *Revue canadienne de science politique*, Vol. 3, No 1, mars 1970, p. 88

<sup>48</sup> Archives Radio-Canada, *Maîtres chez nous: Discours du Premier Ministre Jean Lesage -1962*, [http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-215-1080-10/politique\\_economie/jean\\_lesage\\_revolution/](http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-215-1080-10/politique_economie/jean_lesage_revolution/), Internet, consulté le 24 janvier 2006

<sup>49</sup> P.-A. Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930 Tome II*, Montréal, Boréal, p. 557.

sécularisation progressive de l'éducation et développement de leviers économiques et industriels<sup>50</sup> sont là les initiatives politiques mises de l'avant pour définir le nouveau virage au Québec. Le but est de sortir de cette période de « grande noirceur »<sup>51</sup> associée aux attitudes empreintes « ...du refus de l'État interventionniste et planificateur qui caractérise la conception duplessiste du politique, [ce] qui contribue à accentuer le retard du Québec »<sup>52</sup>.

Dans cette effervescence d'un nationalisme québécois, l'héritage des guerres et plus spécifiquement, celui de la Deuxième Guerre mondiale, parce que plus récent, demeure dans la mémoire collective un symbole d'un passé de « colonisé » auxquels les élites politiques tentent d'échapper. Même à Ottawa, les élites québécoises au sein des gouvernements libéraux de Pearson puis de Trudeau, prêchent pour un fédéralisme renouvelé qui néglige la culture militaire au profit du libéralisme socio-économique. L'historienne Béatrice Richard mentionne à ce propos :

Cette ère nouvelle coïncide avec une restructuration de la mémoire collective de la Deuxième Guerre mondiale ayant pour effet de marginaliser les anciens combattants. Pour les tenants de la modernité, qu'ils soient indépendantistes ou fédéralistes, le sacrifice, les valeurs et les motivations de ces hommes ne cadrent plus avec le nouveau récit collectif dont le héros est l'individu maître de sa destinée...Mais d'un point de vue spécifiquement

---

<sup>50</sup> Archives Radio-Canada, *La Révolution Tranquille a 40 ans*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/revolution-tranquille/revolution-tranquille.html>, Internet, consulté 24 janvier 2006

<sup>51</sup> Jocelyn Létourneau, « La Révolution tranquille : catégorie identitaire du Québec contemporain » tiré de Alain G. Gagnon, Michel Sarra-Bournet, *Duplessis : entre Grande noirceur et société libérale*, Montréal Éditions Québec-Amérique, 1997, p 95 .

<sup>52</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec Contemporain Tome II...*, p. 363.

québécois, le guerrier canadien-français incarne l'oppression nationale avec laquelle on souhaite rompre.<sup>53</sup>

L'oubli du passé militaire au Québec n'est donc pas accidentel. Il s'agit d'un geste prémédité qui cherche à mettre sous silence des périodes qui sont représentées comme des échecs historiques. Pourtant, les Canadiens français, dont la plupart proviennent du Québec, ont fourni près de 10% des combattants pendant la Guerre 14-18 et près de 19% des effectifs lors du second conflit mondial en 39-45<sup>54</sup>. Plusieurs Canadiens français sont morts au combat et nombreux sont ceux qui se sont distingués sur les champs de bataille. On préfère oublier que de se rappeler un passé empreint de « côtés obscurs »<sup>55</sup>. Pourtant, l'histoire militaire a été façonnée et elle a modelé à son tour l'histoire socio-politique du Québec et du Canada. Pour bien comprendre la société actuelle, il faut étudier tous les aspects de notre histoire « ...et conjuguer au présent et au futur la mémoire d'hier »<sup>56</sup>. Dans cet ordre d'idée, Paul-André Comeau mentionne à propos de l'histoire militaire :

Le refus des commémoration, l'ignorance à peine voilée des faits et gestes de ceux qui ont risqué leur vie, peu importe leurs raisons personnelles, ces attitudes bloquent, ou à tout le moins freinent la prise en charge, empêchent d'assumer toutes les facettes de notre réalité.<sup>57</sup>

Quelques historiens militaires canadiens comme C.P. Stacey et George F. G. Stanley ont défié les conjonctures de l'époque et ils ont fourni de bonnes analyses sur le

---

<sup>53</sup> Béatrice Richard, *Mémoires de Dieppe...*, p. 101.

<sup>54</sup> Jean-Yves Gravel éd., *Le Québec et la guerre...*, p. 84.

<sup>55</sup> Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir...*, p. 107.

<sup>56</sup> Ibid. p. 17.

<sup>57</sup> Paul-André Comeau, « l'oubli : thérapie collective... », p. 394.



passé militaire canadien contemporain<sup>58</sup>. Ces historiens ont été des précurseurs qui ont ouvert la voie à une génération de nouveaux historiens militaires. Ces auteurs ont formé des générations d'historiens militaires (Preston, Schurman, Morton, Granatstein, English, Bernier et j'en passe). À remarquer que les historiens militaires francophones ont été peu nombreux avant 1980 et que cette situation a contribué aussi à l'oubli du soldat canadien-français. Depuis les années 1990, il y a une amélioration notable en terme d'historiens militaires francophones grâce à des programmes d'études et colloques en français au CMR et à l'UQAM qui ont créé de nouvelles opportunités de recherches.

Alors que plusieurs historiens canadiens anglais s'intéressent à l'histoire militaire à partir des années 60, le manque d'historiens militaires francophones au sortir de la guerre 39-45 jusqu'à la fin de la Révolution tranquille a fait obstacle à la mise en valeur de l'histoire militaire des Canadiens français. Cette situation a créé un vide tant au niveau de l'écrit qu'au niveau de la « mémoire collective ». La littérature anémique de romans et de mémoires sur « les Canadiens français et la guerre » reste méconnue et suscite peu d'intérêt auprès d'un public profane. « Bref, rien qui ne provoque ni ne stimule. Ni légende, ni héros, mais un silence, un silence plus ou moins convenu »<sup>59</sup>. Cette situation aura des répercussions dans les différentes institutions d'enseignement au Québec affectées par la faible importance accordée à l'histoire au moment de la

---

<sup>58</sup> C.P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernement: les politiques de guerre du Canada 1939-1945*, Ottawa, Information Canada, c1970. Cette œuvre constitue une étude exhaustive sur la conduite de la guerre du point de vue politique au Canada et représente une analyse des décisions politiques et stratégiques qui ont marqué le pays pendant cette période. G. Stanley, qui a travaillé pour Stacey à la Section historique de l'Armée outre-mer, a pour sa part écrit *Nos soldats : l'histoire du Canada de 1604 à nos jours* (voir note 4) qui retrace de façon succincte les principales étapes de notre héritage militaire.

<sup>59</sup> Paul-André Comeau, « L'oubli: thérapie collective... », p. 394

Révolution tranquille et par l'absence de l'histoire militaire canadienne contemporaine dans les programmes d'études jusqu'à tout récemment.

### **LES PROGRAMMES SCOLAIRES AU QUÉBEC (1945-2005)**

Comme on vient de constater, l'histoire militaire des Canadiens français a soulevé des passions concernant la question de l'unité nationale au pays et a influencé l'isolationnisme puis le nationalisme anticonscriptionniste de la société québécoise. Toutefois, le schisme entre le Canada anglais et le Québec francophone concernant les institutions, l'instruction, le recrutement militaires presque exclusivement anglophones et d'héritage britannique, s'accroît au fil des ans à partir de la Guerre des Boers jusqu'à la Révolution tranquille. Le manque de volonté politique des élites canadiennes et même de hauts gradés militaires de développer des structures militaires adaptées aux Canadiens français a généré chez ces derniers un manque de confiance et même une certaine aversion envers les institutions militaires<sup>60</sup>. Dans cette perspective, il est très difficile de développer un intérêt pour l'histoire militaire auprès d'un groupe social et culturel (Canadiens français) qui ne se reconnaît pas dans son patrimoine militaire.

Ainsi, il est compréhensible qu'il y ait eu peu d'ouvrages traitant de l'histoire militaire des Canadiens français étant donné la marginalisation du militaire dans la société québécoise pendant la majeure partie du 20<sup>e</sup> siècle. Malgré la création d'un Collège militaire pour les francophones à St-Jean-sur-le-Richelieu en 1952 et la mise en

---

<sup>60</sup> J.L. Granatstein, *Who Killed the Canadian Military*, Toronto, Harper Flamingo, 2004, p. 201.

place d'un groupe brigade francophone à Valcartier en 1968<sup>61</sup> qui montrent des mesures concrètes d'intégrer les Canadiens français dans l'appareil militaire, l'histoire militaire en français reste, quant à elle, inexploitée.

Une des principales raisons, qui expliquent ce manque chronique de recherches et d'écrits en histoire militaire au Québec, demeure le peu de place laissée à celle-ci dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux au Québec et plus particulièrement au niveau de l'école secondaire où les jeunes entament des réflexions sur la société et développent leur identité en rapport avec le cadre social<sup>62</sup>.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les programmes d'histoire visent « ...à éduquer les jeunes à une participation libre et active, passer du citoyen sujet au citoyen engagé »<sup>63</sup>. Or les cadres de références pour l'enseignement de l'histoire pendant cette période demeurent « ...profondément marqués par le traditionalisme »<sup>64</sup>. En ce qui concerne l'histoire militaire canadienne, le mutisme est de mise comme si ce domaine entravait la formation du citoyen libre de son avenir. La vision de l'enseignement de l'histoire pendant la Révolution tranquille acquiesce dans le même sens, à savoir développer les connaissances historiques de l'individu pour mieux préparer l'avenir. L'emphase est mise au futur en prenant bien soin d'écarter les thèmes associés à l'assimilation et à la servitude du passé. L'héritage militaire contemporain est perçu

---

<sup>61</sup> J.V. Allard. *Mémoires du général Jean V. Allard*, Collaboration spéciale de Serge Bernier, Boucherville, Québec, Éditions de Mortagne, 1985, p. 408.

<sup>62</sup> Jean-Pierre Charland, *Les élèves, l'histoire et la citoyenneté*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 13.

<sup>63</sup> Ibid. p. 15.

<sup>64</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec Contemporain Tome II...*, p. 331.

comme un de ces thèmes et par conséquent, il est consciemment ignoré dans les manuels scolaires<sup>65</sup> de l'époque.

Or, l'histoire militaire est une partie intégrante du passé de la société québécoise et elle a permis de façonner les valeurs, les mœurs et les habitudes de ses habitants au cours du siècle dernier. À ce propos, l'historien et pédagogue, Jean-Pierre Charland note que « ...l'apprentissage de l'histoire doit permettre de fonder celle-ci sur un sentiment d'appartenance, un enracinement dans le passé. Cet apprentissage marquera sa [élève] compréhension du présent et donnera un sens à son engagement face à l'avenir »<sup>66</sup>.

Ignorer sciemment cet héritage, de rajouter journaliste-politologue Paul-André Comeau, c'est refuser « d'assumer toutes les facettes de notre réalité...[ce qui] s'avèrera de peu de secours dans la compréhension et l'évaluation des problèmes et des défis qui nous confrontent et nous interpellent »<sup>67</sup>.

La Révolution tranquille au Québec a provoqué des remous dans le système d'éducation confessionnal jusque-là dirigé par le clergé. Avec la décléricalisation des institutions publiques<sup>68</sup>, les programmes d'enseignement sont révisés en fonction du développement du citoyen ouvert sur le monde et « maître chez lui ». Or le programme d'histoire en vigueur dans les années 1960 est qualifié de « prédication patriotique » basée sur l'identité québécoise par le rapport Parent mandaté de réviser l'enseignement à l'école publique à l'époque<sup>69</sup>. Même la place de l'histoire est menacée comme matière

---

<sup>65</sup> Jean-Pierre Charland, *Les élèves, l'histoire...*, p. 13

<sup>66</sup> Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe*, p. 161

<sup>67</sup> Paul-André Comeau, « L'oubli: thérapie collective... », p. 394-395

<sup>68</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec Contemporain Tome II...*, p. 652

<sup>69</sup> Jean-Pierre Charland, *Les élèves, l'histoire...*, p. 12

obligatoire au sein des institutions d'enseignement au profit des sciences qui semblent accuser un retard dans les programmes comparativement aux autres provinces. Dans un souci de rattraper ce retard, « le ministère de l'Éducation du Québec met surtout l'emphase sur l'enseignement des langues maternelles, des mathématiques et des sciences »<sup>70</sup>.

Au cours des années 70, il y a un renouveau pour l'enseignement de l'histoire à l'école secondaire suite à une motion déposée à l'Assemblée par Claude Charron, député péquiste dans l'opposition, qui demande que l'histoire devienne une matière obligatoire à ce niveau :

Que cette Assemblée recommande au ministre de l'Éducation de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que tous les étudiants québécois du secondaire soient tenus de s'inscrire, dans le cadre de la révision entreprise des programmes d'étude, à un cours d'histoire dont le contenu portera sur l'histoire du Canada et en particulier du Québec.<sup>71</sup>

Cette motion contribue à modifier le programme des sciences humaines au secondaire et, le 10 février 1975, l'histoire nationale devient un sujet obligatoire dans le curriculum des écoles secondaires du Québec. Le manuel scolaire d'histoire de Lacoursière, Provencher et Vaugeois paru initialement en 1968<sup>72</sup> et qui consacre deux chapitres sur les conflits mondiaux du 20<sup>e</sup> siècle est réédité plusieurs fois et constitue la

---

<sup>70</sup> Bruno Deshaies, « Une autre réforme, pourquoi faire ? », *Rond Point*, <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/histoire/reforme-01.html>, Internet, consulté 13 janvier 2006

<sup>71</sup> Ibid., motion adoptée le 27 novembre 1974 à l'Assemblée nationale.

<sup>72</sup> Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec 1534 à nos jours*, manuel scolaire, Québec, Editions Renouveau pédagogique, 1968. La dernière édition de ce manuel imprimée en 2000 (Editions Septentrion) consacre deux chapitres l'histoire militaire canadienne contemporaine (chapitre 8 – Première Guerre mondiale et chapitre 11 – Deuxième Guerre mondiale).

principale référence pour les enseignants en histoire<sup>73</sup>. Cependant, les mentions des guerres dans ce manuel sont très génériques et traitent davantage de l'aspect politique national que des faits d'armes menés au front. Encore, une fois on minimise la contribution du soldat.

Pour sa part l'enseignement de l'histoire à l'université gagne en popularité au cours des années 1970 et 1980, mais l'histoire militaire, et plus spécifiquement celle du Canada du 20<sup>e</sup> siècle, demeure une dimension sous-exploitée. Il faut attendre les années 1990 avec la chute du mur de Berlin, l'explosion des conflits régionaux et surtout la vague d'événements commémoratifs de la Deuxième Guerre mondiale pour voir surgir un intérêt de la part des Canadiens francophones envers l'histoire militaire<sup>74</sup>. Au secondaire, malgré les réformes du système scolaire québécois en 1982 et 1997 qui rendent obligatoires les cours d'histoire aux 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaires et optionnels au 5<sup>e</sup> secondaire<sup>75</sup>, rien n'oblige l'enseignant à couvrir des aspects de l'histoire militaire canadienne du 20<sup>e</sup> siècle pourtant bien présente dans le manuel scolaire. L'histoire des guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle est abordée dans le curriculum du 4<sup>e</sup> secondaire au Québec, mais, comme le font remarquer les historiens Jean-Pierre Charland et Sabrina Moisan dans leur étude sur l'enseignement de l'histoire dans les écoles françaises au

---

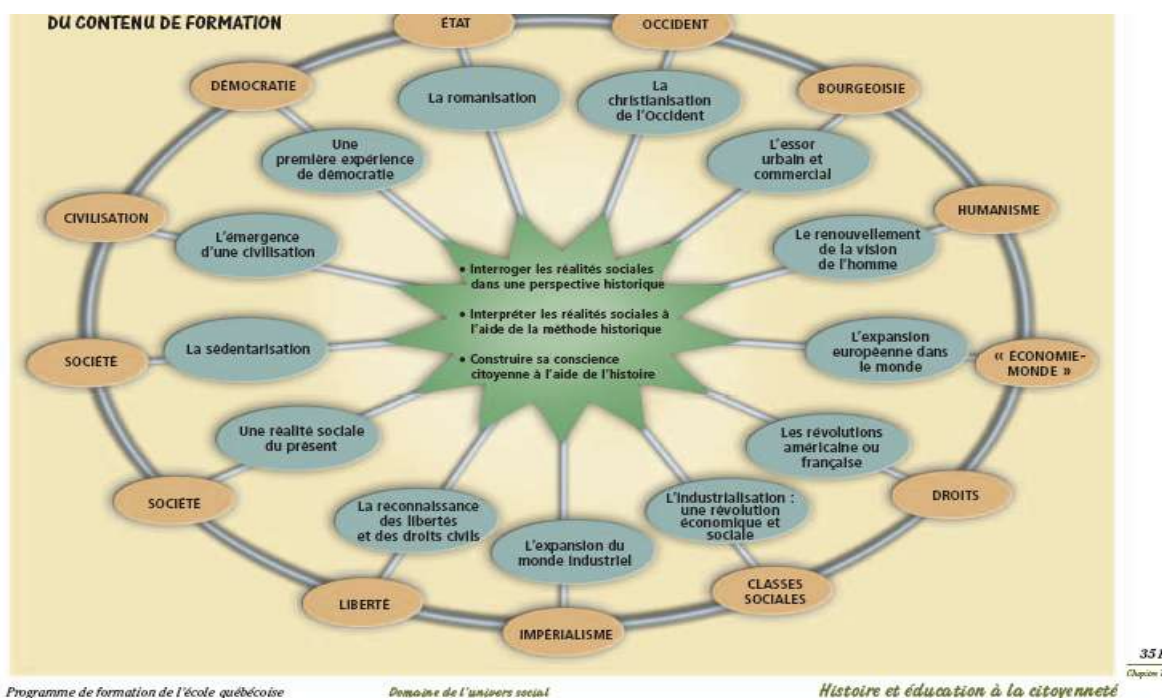
<sup>73</sup> Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe*, p. 108

<sup>74</sup> Serge Bernier, « Se hâter lentement – l'historiographie militaire canadienne, 1988-1999 », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 8, No. 3-3, hiver/printemps 2000, p.19-20. L'auteur mentionne que les phases commémoratives de la Deuxième Guerre mondiale dans les années 90 ainsi qu'une plus grande disponibilité de cours d'histoire militaire en français au CMR et à l'UQAM ont contribué à susciter un intérêt grandissant chez les historiens francophones. L'historiographie militaire canadienne en français se développe lentement mais elle est là pour rester croit l'auteur .

<sup>75</sup> Jean-Pierre Charland, *Les élèves, l'histoire...*, p.13

Canada, l'emphase est mise sur les répercussions domestiques de ces conflits : « ...en axant l'analyse des deux guerres sur ses conséquences ici, sur le Québec... ». <sup>76</sup>

L'enseignement de l'histoire au primaire et au secondaire au tournant du millénaire consiste principalement à « ...inciter l'élève s'ouvrir davantage sur le monde afin non seulement d'élargir sa vision du monde, mais aussi de prendre conscience de l'importance de l'action humaine dans le changement social »<sup>77</sup>. L'objectif principal est de « construire la conscience citoyenne » de l'adolescent en fonction des principes et périodes historiques illustrés à la figure 2.1.



**Figure 2.1 – Domaine de l'univers social (Histoire) – Enseignement secondaire**

Source : MEQ, *Programme de formation de l'école québécoise : enseignement secondaire*, p. 351

<sup>76</sup> Charland, Jean-Pierre et Sabrina Moisan, *L'enseignement de l'histoire dans les écoles francophones du Canada*, <http://www.histori.ca/prodev/file.do?id=20692>, Internet; consulté le 15 septembre 2005, p. 26.

<sup>77</sup> Ministère de l'éducation du Québec, *Programme de formation de l'école québécoise : enseignement secondaire de premier cycle*, [http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme\\_de\\_formation/secondaire/prformsec1ercycle.htm](http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme_de_formation/secondaire/prformsec1ercycle.htm), Internet; consulté le 10 novembre 2005.

En regardant attentivement les sujets proposés dans le cadre du programme d'histoire au secondaire au Québec à la figure 2.1, on est à même de constater l'absence de l'histoire militaire canadienne du 20<sup>e</sup> siècle comme partie intégrante de la formation sociale actuelle. En quoi l'histoire militaire peut-elle être utile dans l'éducation du citoyen averti ? La fin de la Guerre froide, le foisonnement de conflits régionaux ainsi que la menace asymétrique ont transformé les sociétés occidentales dans leur façon de gérer le pouvoir et les a forcés à revoir leurs politiques de sécurité, tant au niveau national qu'à l'étranger. Le Canada ne fait pas exception à la règle et doit s'adapter aux nouvelles réalités mondiales. À ce titre, il importe de sensibiliser la population à son héritage militaire afin que cette dernière puisse s'en servir afin de modeler la société de demain. Les FC d'aujourd'hui sont amenées à jouer un rôle actif auprès de la population canadienne dans les opérations domestiques et elles doivent se déployer dans de nombreuses missions de plus en plus complexes à travers le monde. Comme le souligne Jean-Pierre Charland dans son étude sur l'enseignement de l'histoire auprès de jeunes, dans l'optique où le système d'éducation québécois cherche « ...à éduquer les jeunes à une participation libre et active, passer du citoyen sujet au citoyen engagé »<sup>78</sup>, l'élève québécois doit se réapproprier son patrimoine militaire afin de mieux saisir les défis militaires de demain.

---

<sup>78</sup> Jean-Pierre Charland, *Les élèves, l'histoire...*, p. 15.



« L'identité canadienne est en partie façonnée par les problèmes [culturels] auxquels nous sommes confrontés. La portée de la compréhension de ces problèmes détermine, de façon notable, la prise de conscience des Canadiens de leur identité nationale »<sup>79</sup> (traduction libre).

Ralph H. Sabey, Éducateur professionnel

## CHAPITRE 2 – COMPRENDRE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE

L'histoire de la dualité nationale entre Canadiens anglais et Canadiens français a marqué l'évolution de la société canadienne au cours des 250 dernières années. Cet héritage a profondément influencé les valeurs, les mœurs et les comportements des Canadiens qui, surtout à partir de la Confédération en 1867, ont développé une culture de compromis afin de maintenir le pays uni. Comme on l'a constaté précédemment, l'histoire militaire au pays a reflété cette dualité et a même alimenté, en partie, la montée du nationalisme et l'attitude antimilitariste au Québec surtout pendant les deux conflits mondiaux. D'autre part, les faits d'armes de nos militaires sur les champs de bataille lors des conflits en Europe ont contribué à promouvoir l'identité canadienne comme entité distincte et indépendante vis-à-vis l'Empire britannique. C'est donc dire que l'histoire militaire contemporaine canadienne est intimement liée à l'évolution de l'identité nationale et qu'elle a exercé une influence importante sur ce qu'est devenu le Canada d'aujourd'hui.

Pourtant, l'histoire militaire canadienne tient peu de place dans la mémoire collective des Québécois<sup>80</sup>. Les institutions d'enseignement secondaire continuent de

---

<sup>79</sup> Ralph H Sabey, "The Preparation of Culturally Sensitive Curriculum Material for Canadian Schools: an Overview", *Council on Anthropology and Education newsletter*, vol . 4, no. 3, Nov 1973, p. 7

<sup>80</sup> Robert Comeau, « La guerre? No sir!: Comment expliquer le discours antimilitariste véhiculé dans la mémoire collective québécoise? », *La Presse*, 10 novembre 2004, p. A-23.

préférer l'approche de la formation du citoyen basée sur l'histoire socio-politique et économique du pays. Le curriculum et l'intérêt demeurent somme toute mitigés dans les cercles universitaires du Québec pour l'histoire militaire<sup>81</sup>. Même si l'histoire militaire a joué un rôle significatif dans l'évolution de la société canadienne et dans la société québécoise, ce sujet continue d'être marginalisé au Québec. Or, comme le souligne l'historien Robert Comeau, la guerre portée au grand et petit écran par les productions américaines a la cote d'écoute de la population québécoise :

Il y a bien sûr dans la population un grand intérêt pour toutes les productions audio-visuelles décrivant la guerre, des films à grand déploiement aux jeux vidéos dont les héros soldats sont le plus souvent des patriotes américains comme dans *Saving Private Ryan*. Mais que fait-on pour permettre aux jeunes d'avoir accès à une culture plus indépendante de la production états-unienne, à une culture qui permettrait d'aborder de façon rationnelle le grand débat de la défense nationale?<sup>82</sup>

Cette dynamique peut s'expliquer en partie par la culture patriotique américaine qui incite les grandes maisons de production à promouvoir le mythe du héros militaire par le truchement de séries télévisées et de films qui transcendent les frontières. Ce procédé constitue un excellent moyen de propagande de la culture militaire américaine auprès du public en général. À part quelques documentaires et séries historiques, les productions canadiennes, ou même québécoises, n'ont rien de comparable à offrir au public. L'histoire militaire canadienne n'est pas considérée comme un sujet lucratif au point de vue cinématographique et ce point est renforcé par l'indifférence de la population envers

---

<sup>81</sup> Ibid., p. A-23

<sup>82</sup> Ibid., p. A-23

la dimension domestique du domaine militaire. À ce sujet, le sociologue militaire Éric Ouellet mentionne :

Depuis longtemps déjà, les enquêtes d'opinion au Canada démontrent que les Canadiens ont peu d'intérêt pour les questions militaires. Par exemple en 2000, seulement 2% des Canadiens considéraient la Défense comme un sujet important. Qui plus est, la majorité des Canadiens considèrent que le premier rôle de ses forces armées est le maintien de la paix...<sup>83</sup>

Cette tendance est encore très présente au sein de la population québécoise même après les événements du 11 septembre 2001. L'attitude antimilitariste, qui caractérise le québécois moyen, semble plus prononcée que ses voisins des autres provinces. Les sondages récents concernant la participation canadienne au « bouclier anti-missiles » et « la guerre contre le terrorisme en Afghanistan » confirment que les Québécois s'y sont opposés dans une plus grande proportion que partout ailleurs au pays<sup>84</sup>.

Pour la population en générale, les Forces canadiennes (FC) se sont illustrées, au cours des dernières décennies, dans les missions du maintien de la paix ce qui a contribué à véhiculer l'image du soldat gardien de la paix et non pas celle du soldat guerrier. Or, le contexte mondial actuel démontre une croissante

---

<sup>83</sup> Éric Ouellet, « Le leadership militaire et les Forces armées canadiennes : apports à la théorie sociologique », *Sociologie du militaire*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 5

<sup>84</sup> Sondage du Centre de recherche et d'information du Canada (CRIC) tenu en novembre 2004 montre que 52% de la population canadienne (62% au Québec) s'opposait au projet du bouclier contre 46% (32% au Québec) en faveur puis un sondage du *Toronto Star* effectué en février 2005 confirme cette tendance (contre 54% au Canada et 64% au Québec). Source : CRIC, *Le Canada et le bouclier antimissile*, [http://www.cric.ca/fr\\_html/guide/missile%20defence/ballistic\\_missile.html](http://www.cric.ca/fr_html/guide/missile%20defence/ballistic_missile.html), Internet, consulté le 20 août 2005 et le sondage du *Toronto Star*, *Opposition against missile defence growing : poll*, [http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1108230336054\\_6?s\\_name=&no...](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1108230336054_6?s_name=&no...), Internet, consulté le 31 août 2005. En ce qui a trait au conflit en Afghanistan, un sondage du Strategic Counsel-CTV-Globe and Mail à la fin février 2006 révèle que 62 % des Canadiens sont contre la participation militaire canadienne en Afghanistan. Au Québec, 76% de la population s'y oppose. Source : Charles Létourneau, « Le Canada en Afghanistan : du maintien de la paix à la zone de guerre », *Le Soleil*, 3 mars 2006, <http://www.ledevoir.com/2006/03/01/103160.html>, Internet, consulté le 15 mars 2006.

évolution des conflits régionaux, du terrorisme international et de la guerre asymétrique. Cette réalité affecte les politiques de sécurité nationale et les politiques étrangères de tous les pays occidentaux, dont le Canada. Pour faire face aux nouvelles menaces et aux défis militaires qui sont ainsi engendrés, les FC doivent être prêtes à adopter des postures plus musclées à l'image de la mission en Afghanistan tel que stipulé dans le volet de la Défense sur l'énoncé de la politique internationale du Canada<sup>85</sup>.

Les multiples opérations dans lesquelles les militaires canadiens ont participé au cours des dernières quinze années<sup>86</sup> démontrent le rôle actif que ces derniers ont joué tant sur le plan domestique que sur la scène internationale. Les opérations domestiques comme la crise autochtone d'Oka en 1990, les inondations du Saguenay en 1996, la crise du verglas en 1998 de même que les nombreuses contributions des FC dans le Golfe persique, les Balkans, la Somalie, Haïti, le Rwanda, le Timor oriental, l'Afghanistan dénotent le niveau d'engagement élevé des militaires canadiens d'aujourd'hui. Et à en juger la récente politique canadienne de sécurité nationale<sup>87</sup> et le volet de la défense de l'énoncé de la politique internationale<sup>88</sup>, les militaires risquent d'être sollicités davantage dans des missions plus complexes et dangereuses dans les années à venir.

---

<sup>85</sup> Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale -Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005), p. 31

<sup>86</sup> Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale -Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005), p. 9.

<sup>87</sup> Canada. Bureau du Conseil privé, *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale* (Ottawa :Bureau du Conseil privé, 2004). Chap. 1

<sup>88</sup> Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale -Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005), p. 1

Dans un monde où la sécurité nationale et la sécurité internationale sont au cœur des préoccupations politiques, il est donc important pour le citoyen québécois de connaître les principaux intervenants dans ce domaine (dont les militaires) et de comprendre le rôle que ces derniers jouent dans les missions tant au pays qu'à l'extérieur. L'historien Desmond Morton met en garde les Canadiens, en général, du danger d'ignorer cette réalité : « Dans un monde qui se rétrécit, l'immunité du Canada face aux conflits est une de ces certitudes évanouies. Il serait malheureux que les Canadiens soient les derniers à s'en rendre compte »<sup>89</sup>. La population québécoise dans son ensemble reste, encore de nos jours, désintéressée de l'enjeu politico-militaire qui se joue sur la scène internationale et dont le Canada est une partie intégrante<sup>90</sup>. Non pas que les Québécois sont poussés par un courant pacifiste, mais, comme le souligne l'historien Robert Comeau, il s'agit plutôt d'un antimilitarisme qui «...s'explique largement par le contexte historique: ils ont été annexés à un premier Empire avant de se retrouver à côté d'un autre plus puissant encore »<sup>91</sup>. D'où l'importance de chercher à bien renseigner la population.

---

<sup>89</sup> Desmond Morton, *Une histoire du Canada...*, p. 385

<sup>90</sup> Sondage CROP, « La guerre : no sir! – Les Québécois massivement contre les combats », *Actualité.com*, [http://www.lactualite.com/article.jsp?content=20060306\\_161657\\_5892](http://www.lactualite.com/article.jsp?content=20060306_161657_5892), Internet, consulté le 9 avril 2006. Sondage réalisé par CROP du 16 au 25 février 2006 auprès de 1 000 Québécois de 18 ans et plus. Aux questions **1.** « Des centaines de soldats canadiens se battent présentement contre les talibans en Afghanistan. Êtes-vous favorable ou défavorable à la poursuite de cette mission? » Très/Plutôt favorable **23%** Plutôt/Très défavorable **72%** NSP/Refus **5%** . **2.** « Le Canada a refusé de participer à la coalition réunie par les États-Unis qui a fait tomber le régime de Saddam Hussein, en Irak, en 2003. Étiez-vous d'accord ou en désaccord avec la décision du Canada? » D'accord **78%** En désaccord **15%** NSP/Refus **7%**. Ce récent sondage tend à démontrer le caractère anti-interventionnisme de la population québécoise contrairement au reste du Canada qui est beaucoup plus partagé concernant la guerre aux talibans en Afghanistan (Selon un sondage Strategic Counsel publié à la fin mars, 55 % des Canadiens approuvent l'envoi de militaires en Afghanistan, tandis que 41 % s'y opposent. Dans Patrice Gaudreault, « Manifestations pour le retrait des troupes en Afghanistan », *Le Droit*, <http://www.cyberpresse.ca/article/20060317/CPACTUALITES/603170829/5174/CPDROIT>, Internet, consulté le 9 avril 2006

<sup>91</sup> Robert Comeau, « La guerre: No Sir! », p. A-23

Jocelyn Coulon, journaliste et directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, va plus loin en mentionnant la nécessité de l'intervention des plus hauts niveaux de la chaîne politique dans l'information des missions auprès de la population :

L'idée d'éduquer la population est toujours bonne , mais l'explication de nos interventions à l'étranger ne relève pas seulement du ministère de la Défense, elle relève de tout le gouvernement et en particulier du premier ministre. On le voit aux États-Unis où la lutte contre le terrorisme, la guerre en Irak, ne relèvent pas simplement du ministère, mais de l'ensemble du gouvernement, du président jusqu'au bas de la chaîne.<sup>92</sup>

Dans un souci de sensibiliser la population québécoise sur le rôle du militaire dans la société et, du même coup, permettre une meilleure compréhension des politiques canadiennes en matière de relations internationales et de défense, il est nécessaire de fouiller plus loin que les articles dans les journaux ou les reportages télévisés qui effleurent à peine le sujet. L'histoire militaire constitue un moyen de pallier à cette situation en fournissant cette rétrospective nécessaire à la prise de conscience de l'individu à propos du « modus operandi » de l'appareil militaire. Du point de vue sociologique, « ...ce que l'institution militaire est en voie de devenir doit être évalué en fonction des [rapports] de force qui ont modelé son existence à l'origine »<sup>93</sup>.

## L'HISTOIRE : UNE PORTE SUR L'AVENIR

---

<sup>92</sup> Jocelyn Coulon cité par Nathaëlle Morissette, « Un plan pour faire accepter la mission en Afghanistan », *l'Actualité*, <http://www.cyberpresse.ca/article/20060309/CPACTUALITES/603090670/1025>, Internet, consulté le 1 avril 2006

<sup>93</sup> Eric Ouellet, *New Directions in Military Sociology*, Whitby ON, de Sitter Publications, 2005, p. 18

Dans le cadre de l'enseignement, « ...l'histoire n'est pas [tant] un savoir [qu'une] discipline, une méthode d'intelligence du social, dont a absolument besoin le futur citoyen »<sup>94</sup>. Ainsi, l'histoire n'est pas seulement une matière qu'il suffit de se remémorer, encore faut-il en extirper des connaissances et des éléments de réponse sur l'évolution de la culture. La culture militaire n'y fait pas exception et pour en comprendre les ramifications présentes, il est nécessaire de jeter un œil critique sur son passé. Ce retour en arrière permet de mettre en perspective la dynamique de l'institution et d'en dégager les principaux événements qui l'ont transformée. Plus encore, les connaissances acquises peuvent servir à porter des jugements plus éclairés sur les actions militaires et à développer une appréciation de la contribution du militaire dans la société.

Les Québécois, tout comme le reste des Canadiens, conçoivent le militaire canadien d'aujourd'hui comme un gardien de la paix et perçoivent de façon plutôt négative le rôle de combattant, qui est en fait le rôle principal, du soldat. Un sondage d'Ipsos-Reid en octobre 2005, concernant le rôle du militaire, mentionne que 87% des Canadiens préfère voir le soldat dans un rôle de gardien de la paix (médiateur) que dans celui de guerrier<sup>95</sup>. L'engagement du Canada dans les missions onusiennes pendant la Guerre froide a contribué à véhiculer cette image du soldat « pacifique » qui s'est ancrée dans la mémoire collective de la population québécoise. Or, le Canada a combattu dans de nombreuses batailles au 20<sup>e</sup> siècle qui ont fait plus de 100,000 morts.<sup>96</sup> De nombreux cimetières militaires canadiens répartis aux quatre coins du monde nous rappellent ce

---

<sup>94</sup> Robert Martineau, « La réforme du curriculum... », p. 43.

<sup>95</sup> Charles Létourneau et Justin Massie, « Le Nouveau visage de la guerre », *Le Soleil*, 3 mars 2006.

<sup>96</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada...*, p. 384.

douloureux héritage. D'où l'importance d'éduquer la population québécoise sur ce patrimoine oublié qui peut permettre de mieux comprendre le rôle de combattant du soldat actuel.

L'histoire peut donc être un outil utile dans le façonnement de la société de demain. Le mythe du soldat canadien comme gardien de la paix est un exemple de ce façonnement qui a été véhiculé par les élites politiques au cours des 40 dernières années. L'histoire n'est pas seulement une narration de récits, mais elle doit développer «...la conscience historique...[qui] évoque une représentation du passé qui permet la compréhension du présent et l'orientation pour le futur »<sup>97</sup>. Cette recherche dans le passé doit donc être organisée en fonction des besoins du présent en vue de mieux dessiner l'avenir. Ce processus implique de faire un choix d'évènements du passé qui puisse guider la communauté afin de l'aider à découvrir *quoi* comprendre son milieu. Dans le domaine militaire, quels sont ces évènements historiques qui devraient être ciblés pour l'apprentissage des jeunes de 12-18 ans en milieu scolaire québécois ? À ce propos, il existe trois grands thèmes qui permettent de circonscrire l'essentiel de l'histoire militaire canadienne et son impact sur la société : les guerres du 20<sup>e</sup> siècle, la Guerre Froide et l'après Guerre froide. Un court examen de chacun de ces thèmes nous permettra de souligner les principaux enseignements qui peuvent être profitables à la nouvelle génération.

## Les Canadiens et la guerre

---

<sup>97</sup> Jean-Pierre Charland, *Les élèves, l'histoire...*, p. 18



Un des aspects critiques de l'héritage militaire canadien à aborder est sans contredit la participation canadienne aux différentes guerres depuis la Confédération : Guerre des Boers, Guerre 14-18, Guerre 39-45 et Guerre de Corée (cette dernière surnommée « la guerre oubliée »). Ces conflits ont permis au Canada de s'affirmer comme pays et ils « ont permis l'éclosion d'un sentiment d'identité et de fierté nationales »<sup>98</sup>. Les Québécois francophones ont participé de façon significative à toutes ces guerres de sorte qu'ils n'ont pas été « qu'isolationnistes, qu'anti-impérialistes »<sup>99</sup>. Certes, il importe de rappeler que les traditions britanniques de l'Armée canadienne ainsi que les crises de la conscription ont causé de profondes divisions entre Canadiens anglais et français. Mais, en contrepartie, il faut aussi dévoiler les faits d'armes de nos militaires au front dont les exploits suscitent encore aujourd'hui respect et reconnaissance de la part des peuples libérés sur le Vieux Continent (Normandie en France, Appeldorn/Nijmegen/Arnhem aux Pays-Bas) qui n'a pas son équivalent au Canada, ni au Québec. Les nombreuses pierres tombales de soldats canadiens dont plusieurs sont québécois, nous rappellent le sacrifice ultime de nos militaires en tant que combattants pour la liberté. Ces militaires ont combattu au nom de l'intérêt national et la protection de l'humanité. Ce rôle est encore bien présent dans la politique de défense du gouvernement actuel<sup>100</sup>.

Cette dimension, souvent laissée pour compte, montre que les Canadiens français ont été nombreux à combattre au nom de la liberté. Selon l'étude de Jean Pariseau et

---

<sup>98</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire...*, p. 16.

<sup>99</sup> Paul-André Comeau, « L'oubli : thérapie collective... », p. 395.

<sup>100</sup> Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale - Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005), p. 2-3.

Serge Bernier, le nombre de Canadiens français ayant participé à la Première Guerre est évalué à 35,000 et à plus de 175,000 pendant la Deuxième Guerre mondiale<sup>101</sup>. Cette tradition de combattants s'est perpétuée dans les récentes missions au Golfe Persique, en Somalie, dans les Balkans (Bosnie et Kosovo) et en Afghanistan. Les Québécois ont été nombreux à participer à ces conflits récents et leurs interventions ont dépassé le cadre du maintien de la paix<sup>102</sup>. L'histoire des guerres témoigne que les militaires canadiens n'ont pas eu seulement qu'un passé de gardien de la paix. Même pendant la Guerre froide, le Canada s'est investi au sein de l'OTAN et NORAD avec pour mission de se défendre contre une menace armée ce qui renforce le rôle traditionnel de combattant du militaire canadien. Les opérations en Afghanistan au cours des derniers mois nous rappellent cette réalité.

Les guerres du 20<sup>e</sup> siècle ont aussi eu des impacts sur l'affirmation de la nation canadienne, l'industrialisation du pays, le travail des femmes et même sur l'édification du régime de sécurité sociale du Canada<sup>103</sup>. La participation canadienne aux guerres mondiales a favorisé l'émergence d'un sentiment nationaliste canadien au sein de l'élite politique qui a contribué, à son tour, à la reconnaissance du Canada comme pays souverain. Les efforts de guerre ont permis d'accroître la productivité industrielle au pays ce qui a transformé les relations de travail avec la montée du syndicalisme et

---

<sup>101</sup> Jean Pariseau et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes, Tome I - 1763-1969 : le spectre d'une armée bicéphale*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987, p. 93 et 337.

<sup>102</sup> Plusieurs formations et unités francophones ont participé aux missions en Somalie (Le régiment aéroporté dont le tiers était composé de francophones), le 5<sup>e</sup> groupe brigade mécanisé ainsi que les trois bataillons du Royal 22e Régiment ont participé à plus de 8 missions en Bosnie et 2 missions en Afghanistan sous l'égide de l'OTAN).

<sup>103</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec Contemporain Tome II...*, p. 153-154.

l'emploi des femmes. La sécurité sociale, qui avait été proposée dans les années 1930 suite à la grande Dépression, est un sujet qui refait surface en 1940 avec l'instauration de l'assurance-chômage<sup>104</sup>. Au cours de la guerre, le gouvernement canadien s'est inspiré des modèles américain et britannique afin de produire son propre programme visant à garantir « ...un niveau de base de sécurité économique en tant que droit des citoyens »<sup>105</sup>. Ces transformations sociales ont profondément affecté la culture et le mode vie des Canadiens pour les années à venir avec notamment la création du ministère fédéral de la Santé et du Bien-être, la mise sur pied du programme d'allocations familiales et l'adoption de la loi sur l'habitation<sup>106</sup>. Au Québec, l'industrialisation et la progression de l'urbanisation ont ouvert la voie à un nationalisme séculaire qui allait poser les jalons de la Révolution tranquille. Ce nationalisme a aussi contribué à la montée d'un courant antimilitariste au sein de l'élite politique au Québec qui se reflète au sein de l'opinion publique québécoise actuelle<sup>107</sup>.

On peut donc voir que les périodes de guerre se sont avérées des plaques tournantes dans l'évolution canadienne au 20<sup>e</sup> siècle tant sur les plans politique, social et militaire. La Première Guerre mondiale fait naître, chez les élus, un courant

---

<sup>104</sup> Ibid., p. 161

<sup>105</sup> Développement des ressources humaines Canada, *L'histoire des pensions gouvernementales au Canada : 1928-195*, [http://www.civilization.ca/hist/pensions/cpp-a28-we\\_f.html](http://www.civilization.ca/hist/pensions/cpp-a28-we_f.html), Internet, consulté le 12 février 2006

<sup>106</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire contemporaine du Québec...*, p. 161

<sup>107</sup> Robert Comeau, « La guerre? No sir!... », *La Presse*, p. A-23. L'auteur nous décrit que la population québécoise est encore anti-militariste et que l'enseignement de l'histoire militaire est nécessaire pour pallier à cette difficulté. *Une Armée et des espions dans un Québec souverain*, Radio-Canada, <http://radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2005/10/18/008-Duceppe-armee.shtml>, Internet, consulté le 8 avril 2006. Dans cet article, on mentionne que même si le Bloc Québécois propose son propre projet de Défense, comprenant sa propre armée et son service de renseignement, dans le cadre d'une éventuelle souveraineté du Québec, cette initiative est loin de faire l'unanimité chez les élus du Québec.

isolationniste principalement influencé par la situation géographique du Canada et exprimé par le sénateur Raoul Dandurand comme « la maison à l'épreuve du feu »<sup>108</sup>. En même temps, un nationalisme pancanadien s'exprime chez l'élite politique qui cherche un statut d'autonomie pour le dominion au début des années 1920. Le rapport Balfour en 1926<sup>109</sup> confirme ces visées nationalistes ce qui aboutit à la signature du Statut de Westminster en 1931 qui sanctionne l'autonomie du Canada comme nation indépendante au sein du Commonwealth britannique<sup>110</sup>.

Pour sa part, la Seconde Guerre mondiale accélère des changements sociaux qui sont indispensables à l'effort de guerre et au bien-être de la population. Ainsi, des mesures sociales sont mises de l'avant comme l'assurance chômage en 1940 et en 1943, « le rapport Marsh, commandé par le gouvernement fédéral...marque un point tournant et sa philosophie imprègne la pensée gouvernementale en matière de politique sociale. C'est un peu l'acte de naissance de l'État-Providence ».<sup>111</sup> Ainsi, l'assurance-santé et les allocations familiales viennent s'ajouter à l'assurance chômage afin d'améliorer les conditions de vie du Canadien moyen. Au Québec, « malgré cette détente dans les relations entre les deux gouvernements, le sentiment autonomiste demeure toujours très

---

<sup>108</sup> J.L. Granatstein and Desmond Morton, *A Nation Forged in Fire: Canadians and the Second World War 1939-1945*, Toronto, Lester & Orpen Dennys Ltd, 1989, p. 4.

<sup>109</sup> « Le rapport Balfour 1926: Document », *Historica – l'encyclopédie canadienne*, <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=fIARTf0010016>, Internet, consulté le 8 avril 2006.

<sup>110</sup> J.L. Granatstein and Desmond Morton, *A Nation Forged in Fire...*, p. 8

<sup>111</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire contemporaine du Québec...*, p. 161

vivace au sein de la population... »<sup>112</sup> qui craint une centralisation des pouvoirs d'un État-providence à Ottawa.

Comme on peut le constater, l'impact des guerres sur l'identité nationale, les mesures sociales (dont la sécurité sociale est encore en vigueur aujourd'hui), les transformations de l'institution militaire et la montée de l'industrialisation démontre la pertinence du sujet pour comprendre la société actuelle. Plus encore, le sacrifice de tant de Canadiens français sur les champs de bataille en Europe ne doit pas rester dans l'ombre, mais plutôt exposer avec révérence au grand public. C'est pourquoi les jeunes d'aujourd'hui doivent être sensibilisés aux guerres du 20<sup>e</sup> siècle et à leur impact sur la société canadienne.

## La Guerre froide

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le monde se scinde en deux blocs dominés à l'ouest par les États-Unis et à l'est par l'URSS. Cette période couvre la période de 1945 à 1990 et elle est significative en terme de changements sociaux qui auront des répercussions majeures sur l'orientation politique et militaire du Canada.

En 1945, le Canada compte la troisième plus grande marine de guerre et la quatrième force aérienne au monde ainsi qu'une Armée composée de cinq divisions et deux brigades.<sup>113</sup> Au total, ce sont plus d'un million de Canadiens qui ont pris les armes

---

<sup>112</sup> Ibid. p. 164

<sup>113</sup> J.L. Granatstein, *Who Killed the Canadian...*, p. 4.

pour combattre dont « ...plus de 170,000 Canadiens français ». <sup>114</sup> La fin de la guerre marque une époque où le Canada se joint à l'organisation des Nations-Unies (ONU) et à l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans un souci d'assurer la sécurité internationale. La menace du bloc soviétique contribue à maintenir des FC qui se chiffrent à 104,000 militaires en 1953 <sup>115</sup> et à 120,000 en 1962. Toutefois, ces mêmes organisations serviront aux desseins réductionnistes du gouvernement fédéral envers les forces armées notamment pendant le règne du Premier ministre Trudeau (1968-1984). <sup>116</sup>

Pendant la période d'après-guerre, le Québec continue de manifester un antimilitarisme envers une institution principalement anglo-saxonne. Il faut l'intervention du Premier ministre canadien de l'époque, Louis St-Laurent, pour voir les Canadiens français appuyer en faible proportion l'entrée du Canada au sein de l'OTAN en 1949. Malgré la popularité de St-Laurent au Québec, la population canadienne française s'oppose massivement à la guerre de Corée et fait preuve d'un manque d'intérêt marqué envers la Guerre froide et les affaires militaires, <sup>117</sup> et ce, même si l'élite politique et ecclésiastique de l'époque favorise une politique robuste contre le communisme international pendant les années 1950. Il est intéressant de remarquer dans ce cas-ci que bon nombre de Canadiens anglais s'opposaient aussi à la guerre de Corée qui n'était pas

---

<sup>114</sup> Jean Pariseau et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme...*, p. 337

<sup>115</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada...*, p. 339

<sup>116</sup> J. L. Granatstein, *Who Killed the Canadian...*, p. 97. L'auteur mentionne que l'attitude anti-militariste, voire de mépris du militaire, exhibée par Trudeau est à l'origine de sa décision unilatérale de couper de moitié la participation canadienne à l'OTAN en 1970 et explique les nombreuses coupures de budgets militaires qui marquent son règne.

<sup>117</sup> Ibid., p. 110

très populaire au pays<sup>118</sup>. Encore aujourd'hui, la guerre de Corée est considérée comme « la guerre oubliée ».

Malgré la création d'un collège militaire français au Québec en 1952, le fait français continue d'être en marge dans le milieu militaire. Il faut attendre la mise sur pied de la Commission Royale sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1963<sup>119</sup> et la création d'un groupe brigade francophone en 1968 à Valcartier pour voir une progression réelle de la proportion de francophones dans les FC<sup>120</sup>.

La crise du canal de Suez en 1956 et la création des forces de maintien de la paix de l'ONU proposée par le ministre des Affaires extérieures canadien à l'époque, Lester B. Pearson, a ouvert la porte à une nouvelle forme d'intervention militaire qui allait avoir des répercussions majeures au Canada.<sup>121</sup> À partir de 1960, les missions de maintien de la paix vont devenir choses courantes pour le militaire canadien (Congo, Chypre, Égypte et Israël). Malgré l'engagement du Canada à l'OTAN avec des forces déployées en permanence en Allemagne pour faire face à la menace du bloc de l'Est, c'est l'image du soldat « gardien de la paix » qui retient l'attention du public. Cette perception populaire s'est ancrée profondément dans la mémoire collective des Canadiens et surtout des

---

<sup>118</sup> Ibid., p. 111

<sup>119</sup> Canada, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1967-1970. Cette commission est mise sur pied pour évaluer les problèmes culturels et linguistiques qui minent les relations entre Canadiens anglais et français. Les résultats de l'enquête seront utilisés par le ministre de la Défense Léo Cadieux et le Chef d'état-major, le général J.V. Allard, pour adapter la structure militaire au fait français. Le général Allard consacre un chapitre complet au fait francophone et aux efforts entrepris pour rendre les FC plus accessibles au Canadiens de langue française dans son ouvrage. *Mémoires du général Jean V. Allard*, Collaboration spéciale de Serge Bernier, Boucherville, Québec, Éditions de Mortagne, 1985, p. 407-430

<sup>120</sup> J. L. Granatstein, *Who Killed the Canadian...*, p. 113. L'auteur mentionne que de 12.5 % en 1966, la proportion des francophones au sein des FC est montée à 28% en 1970.

<sup>121</sup> Ibid. p. 12. L'auteur mentionne que la primauté accordée aux missions de maintien de la paix au sein des FC ont contribué à son déclin.

Québécois et elle est encore très présente de nos jours. C'est ce qui explique la difficulté des Canadiens et dans une plus forte mesure, les Québécois, à accepter le rôle de « combattant » des militaires déployés à la guerre comme en fait foi cet article de journal Le Soleil du 3 mars 2006 : «... la population canadienne [incluant la population québécoise]...préfère de beaucoup (dans une proportion de 87% selon un sondage d'Ipsos-Reid mené en octobre dernier) voir ses forces armées jouer un rôle de médiateur plutôt que de guerrier »<sup>122</sup>.

La Révolution tranquille au Québec est une autre période qui mérite une attention particulière puisqu'elle reflète une transition dans les schèmes de pensée de la population québécoise qui fortifie l'attitude antimilitariste des francophones. Le Québec lorgne davantage sur le développement économique, les politiques nationalistes et la sécularisation des institutions. L'appareil militaire symbolise une communauté recluse aux traditions britanniques à laquelle le Québécois francophone ne s'identifie pas. L'imposition des mesures de guerre et l'intervention militaire lors de la Crise d'octobre en 1970 exacerbent davantage le courant nationaliste au Québec et le mouvement des libertés civiles au pays, et ce, malgré un appui massif de la population en faveur de l'intervention<sup>123</sup>. De leur côté, les autorités militaires ne déploient pas beaucoup d'effort pour changer cette situation. À bien des égards, les FC continuent, à l'époque, de privilégier un état d'isolement vis-à-vis la société afin de préserver une culture militaire à l'écart des influences externes. C'est ce que le sociologue militaire, Éric Ouellet appelle

---

<sup>122</sup> Ibid.

<sup>123</sup> Gérard Pelletier, *La crise d'octobre*, Montréal, Editions du Jour, 1971, p. 169.



« l'ordre symbolique localisé »<sup>124</sup> qui règle les actions et les comportements d'un groupe afin qu'ils soient suffisamment distincts pour que les membres de ce groupe s'y reconnaissent. La culture organisationnelle « du guerrier » prônée par le leadership militaire canadien a isolé les FC pendant la Guerre froide et ces dernières ont été prises par surprise par « ...l'ambiguïté politique inhérente aux opérations des années 1990 »<sup>125</sup>. Ce type de comportement a contribué à nourrir l'aliénation de la population envers l'institution militaire perçue comme archaïque et mal adaptée.

Comme on peut le constater, la période de la Guerre froide a été le théâtre de profondes mutations du milieu militaire canadien. Démobilisation, bilinguisme, unification des forces, missions de maintien de la paix, contribution réduite à l'OTAN, réductions budgétaires majeures sont là des faits qui ont considérablement affaibli la puissance de combat des FC qui «...n'ont [plus] les capacités d'entreprendre seules des objectifs opérationnels dans des conflits internationaux »<sup>126</sup>. À ce titre, cette période mérite d'être étudiée pour bien saisir l'évolution difficile du militaire dont le rôle de gardien de la paix a supplanté celui du soldat combattant dans la mémoire collective des citoyens canadiens.

L'après Guerre froide

---

<sup>124</sup> Eric Ouellet, «Le leadership et les Forces armées canadiennes : apports à la théorie sociologique », Dans F. Gresle dir., *Sociologie du militaire*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 12

<sup>125</sup> Ibid. p. 2-3

<sup>126</sup> J. L. Granatstein, *Who kill the Canadian...*, p. 232

La chute du mur de Berlin en 1989, qui marque le début de la fin du bloc de l'Est, représente une autre époque névralgique dans l'histoire militaire canadienne. La transition d'un monde bipolaire vers un univers unipolaire, la prolifération de conflits régionaux et des états défaillants (*failed states*) ainsi que la progression du terrorisme international, provoquent un climat d'instabilité sur la scène internationale. Cette période marque un engagement intensif du Canada dans les opérations militaires à l'échelle mondiale. De 1990 à 2005, le FC ont été déployées dans plus de 53 missions à l'étranger comparativement à 18 missions de 1945 à 1989<sup>127</sup>. Depuis le début du millénaire, la cadence s'est maintenue au même rythme avec des opérations de contingents notamment en Bosnie et en Afghanistan. Cet engagement intensif des FC a occasionné des changements au niveau politique et a transformé la culture militaire héritée de la Guerre froide.

De 1990 à 1995, les FC font face à d'importantes restrictions budgétaires qui nécessitent la fermeture des bases en Allemagne et imposent une réduction majeure en personnel passant de 82,000 à 76,000 militaires<sup>128</sup>. Pourtant, le nombre de missions à l'étranger augmente considérablement. Dans la plupart des cas, il s'agit de missions de maintien de la paix en Bosnie et en Croatie, qui renforcent la réputation de gardien de la paix des militaires. À cela s'ajoutent les conflits en Somalie de même que l'impuissance des forces de l'ONU devant le génocide au Rwanda qui génèrent des profondes réflexions sur l'éthique et le leadership militaire. Parallèlement, des changements sont

---

<sup>127</sup> Paix et sécurité internationales, *Mission canadiennes en cours*, <http://www.iqhei.ulaval.ca/default.asp?Groupe=3&Niveau=4&Page=18>, Internet, consulté le 8 avril 2006.

<sup>128</sup> Défense nationale, , *Modifications au processus de recrutement dans les FC*, *Salle de Presse*, 23 mars 2001, [http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=275](http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=275), Internet, consulté le 12 février 2006.

apportés dans les politiques relatives à l'éthique, au harcèlement, au stress post-traumatique pour refléter les besoins du nouvel environnement militaire.

À partir de 1995, les missions de maintien de la paix font place à des opérations plus musclées de stabilisation de la paix en Bosnie sous l'égide de l'OTAN. Cette posture constitue un virage important du rôle de maintien de la paix, perçue à tort comme notre rôle traditionnel par la population québécoise, et montre une volonté des pays de l'OTAN d'intervenir dans la restauration de la stabilité des états en déroute qui posent une menace à la sécurité internationale. Pour les FC, cela signifie des missions permettant de mettre en pratique son entraînement de « soldat combattant ». Certes, les FC poursuivent des mandats de maintien de la paix de l'ONU en Haïti et au Moyen-Orient, mais le nouveau type d'intervention en Bosnie rappelle que les militaires canadiens doivent être prêts à intervenir dans des missions qui couvrent l'ensemble du spectre des conflits. En 1999, l'OTAN s'engage dans la guerre du Kosovo et les FC y participent aux côtés de ses alliés. Le maintien de la paix fait place au combat.

Malgré un rythme incessant d'opérations à l'étranger, les instances politiques continuent d'imposer des coupures budgétaires ainsi que des réductions en personnel ce qui affecte considérablement les capacités des FC à maintenir le tempo opérationnel. L'effectif des FC passe de 76,000 en 1994 à moins de 60,000 en 2001<sup>129</sup>. Les opérations domestiques au Saguenay en 1996 et lors de la crise du verglas dans la région de la Montérégie en 1998 (Opération Récupération) contribuent à hausser la cote de popularité des FC auprès du public québécois, mais, d'autre part, fait la promotion du rôle

---

<sup>129</sup> Défense nationale, Salle de Presse, *Modifications au processus de recrutement dans les FC*, 23 mars 2001.

d'assistance humanitaire du soldat<sup>130</sup>. Au tournant du nouveau millénaire, l'image du militaire gardien de la paix est encore très présente dans la conscience collective canadienne qui considère « ...les FC... comme les travailleurs sociaux pour la paix au pays et à l'étranger »<sup>131</sup>. Cette perception demeure très forte au sein de la population du Québec qui continue de considérer à 83,3% que les militaires doivent participer à des missions de maintien de la paix alors que ce pourcentage descend à 47,7% lorsqu'il s'agit d'employer le militaire dans un rôle de combattant en Afghanistan<sup>132</sup>.

Les évènements du 11 septembre 2001 à New York et Washington ébranlent le monde et relancent les débats concernant la sécurité internationale et la lutte au terrorisme sur la scène mondiale. Déterminé à garantir la sécurité nationale et internationale, le gouvernement canadien s'engage à améliorer ses mesures de sécurité et à lutter contre le terrorisme international. À titre de mesures concrètes contre le terrorisme, le Canada participe militairement en Afghanistan aux côtés des Américains à partir de 2001. Cette mission vise principalement à traquer les terroristes et à neutraliser le réseau d'Al Qaeda sur le territoire. En 2001-2002, les FC sont déployées dans des opérations de combat en Afghanistan ce qui fait réaliser à la population l'étendue du rôle du militaire en dehors du mandat des casques bleus. Malgré tout, même si une faible majorité de Canadiens (52,6%) appuient la lutte au terrorisme en Afghanistan en 2001,

---

<sup>130</sup> Ministère de la Défense nationale, *Opération RÉCUPÉRATION*, [http://www.forces.gc.ca/site/operations/recuperation\\_f.asp](http://www.forces.gc.ca/site/operations/recuperation_f.asp), Internet, consulté le 7 avril 2006.

<sup>131</sup> J.L. Granatstein, *Who kill the Canadian...*, p. 204 (traduction libre).

<sup>132</sup> Sondage Léger Marketing, *Rapport: les Canadiens et l'armée, 13-18 décembre 2001*, <http://www.legermarketing.com/documents/spclm/020107fr.pdf>, Internet, consulté le 12 février 2006, p.4-5.

ceux-ci privilégient par-dessus tout le rôle de maintien de la paix du militaire (82,5%)<sup>133</sup> tout comme les Québécois. De 2003 à 2005, les FC se désengagent de la Bosnie en concentrant les efforts sur la reconstruction et la stabilité politique en Afghanistan. Ces missions, qui s'apparentent aux missions de paix, ont fait place récemment à des opérations de lutte au terrorisme en remplacement des Américains dans le sud du pays. L'accentuation de l'instabilité dans de nombreux coins de la planète laisse présager que le militaire canadien se verra confier plus fréquemment ce type d'intervention où les combats sont omniprésents. « En d'autres mots, les Forces canadiennes devront s'engager dans des missions plus dangereuses où elles feront la guerre et non du maintien de la paix »<sup>134</sup>. Par conséquent, les Québécois doivent plus que jamais comprendre l'engagement des militaires canadiens qui seront de plus en plus présents sur la scène mondiale au cours des prochaines années.

La période de l'après Guerre froide renferme bon nombre d'évènements qui ont modifié le visage des FC de même que sa culture militaire. La menace bien définie du bloc de l'Est a été remplacée par une menace asymétrique plus fluide et moins prévisible. Cette situation a demandé des réajustements majeurs en terme de stratégie et de doctrine militaires. Ces changements ont eu des répercussions sur la conduite des missions des FC au cours des quinze dernières années. Dans cette optique, l'étude de l'après Guerre froide revêt donc une importance cruciale dans la compréhension non pas seulement du milieu militaire actuel, mais aussi de ce qui se dessine à l'horizon pour le soldat de l'avenir.

---

<sup>133</sup> Sondage Léger Marketing, *Rapport: les Canadiens et l'armée, 13-18 décembre 2001*, <http://www.legermarketing.com/documents/spclm/020107fr.pdf>, Internet, consulté le 12 février 2006, p.2.

<sup>134</sup> Charles Létourneau, « Le Canada en Afghanistan... », *Le Devoir*, 1 mars 2006.

Comme le mentionne l'historien J.L. Granatstein : « ...les Canadiens ne semblent pas comprendre que les militaires existent pour combattre à la guerre, et ultimement, protéger les intérêts nationaux »<sup>135</sup>. L'ouverture du Bloc québécois sur la nécessité d'une force armée capable de faire la guerre dans un éventuel état souverain est une indication qu'une prise de conscience se réalise chez les politiciens québécois, mais cette tendance doit aller plus loin et prendre racine chez les plus jeunes qui seront les décideurs de demain. D'où l'insistance de recourir à l'histoire militaire auprès des jeunes pour amorcer la prise de conscience du fait militaire dans notre quotidien et démystifier le rôle et la place du soldat dans la société canadienne.

## LE MILITAIRE ET LA SÉCURITÉ

« Un peuple très éloigné des répercussions directes de la guerre peut être tenté de parer cette expérience d'une aura chaleureuse et nostalgique »<sup>136</sup>. De par leur situation géographique et l'absence de menace directe sur leur territoire, les Canadiens, et par surcroît les Québécois, ont longtemps cultivé ce sentiment de sécurité qui est en partie à l'origine des tendances antimilitaristes au pays pendant le 20<sup>e</sup> siècle.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont fait prendre conscience à tous les Canadiens qu'ils n'étaient plus à l'abri d'une menace extérieure et que la notion de sécurité prenait désormais une place importante dans le quotidien du citoyen. Cette réalité a forcé les autorités canadiennes à réviser les politiques de sécurité nationale et

---

<sup>135</sup> J.L. Granatstein, *Who Killed the Canadian...*, p. 204.

<sup>136</sup> Desmond Morton, *Une histoire militaire...*, p. 12.

internationale. Néanmoins, dans les récents sondages sur l'intervention en Afghanistan, les Québécois se sont montrés peu enclins à sanctionner le virage des FC dans un rôle plus robuste<sup>137</sup>. Le rôle du maintien de la paix est encore très vivant dans la mémoire collective de sorte qu'il est difficile de faire la transition vers le rôle du soldat combattant.

Les FC ont elles aussi réexaminé la conjoncture post-11 septembre afin d'évaluer les nouvelles menaces et prendre les mesures nécessaires pour les contrer. Combats en zone urbaine, opérations spéciales, guerres asymétriques, opérations psychologiques ont été substitués aux méthodes traditionnelles de combat et ont été intégrés à l'entraînement des militaires.

L'émergence de la guerre asymétrique et la projection du terrorisme international changent la conception du champ de bataille qui ne se définit plus nécessairement selon des divisions linéaires territoriales et dépasse désormais les frontières étatiques. Au sein de la société canadienne, les FC demeurent une des institutions les mieux préparées pour faire face à cette nouvelle menace tant sur plan national que sur la scène internationale. La défense du Canada demeure l'objectif premier de la récente politique de défense<sup>138</sup> et les FC ont adapté les infrastructures pour améliorer la coordination avec les autorités civiles en situation de crise. Pour les opérations à l'étranger, les FC ont mis en place un entraînement orienté sur la « guerre à trois volets »<sup>139</sup> (*three block war*) où « ...les soldats

---

<sup>137</sup> Sondage CROP, « La guerre : no sir! – Les Québécois massivement contre les combats », Actualité.com, [http://www.lactualite.com/article.jsp?content=20060306\\_161657\\_5892](http://www.lactualite.com/article.jsp?content=20060306_161657_5892), Internet, consulté le 9 avril 2006.

<sup>138</sup> Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale - Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005), p. 22. La création d'un quartier général de commandement (Commandement Canada) vise à mieux coordonner les ressources des trois éléments Air-Terre-Mer ainsi que les forces d'opérations spéciales dans la défense du territoire canadien.

<sup>139</sup> Ibid., p. 30.

déployés en opération [doivent] exécuter au même endroit et simultanément du secours humanitaire, des missions d'appui à la paix et des opérations de combat »<sup>140</sup>. Cette dimension rend plus complexes les tâches des soldats dans un contexte où « ...les humanitaires, les diplomates et les militaires devront travailler en étroite coordination dans le cadre des interventions canadiennes à l'étranger »<sup>141</sup>. C'est ce qui est décrit comme étant l'approche 3 D (Développement, Défense, Diplomatie) préconisée initialement par le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à partir de 2003.<sup>142</sup>

De nos jours, le militaire canadien est devenu un acteur de premier plan dans le maintien de la sécurité tant au pays qu'à l'étranger. Son interaction avec les différents intervenants sociaux (autorités civiles, organisations non gouvernementales (ONG), diplomates, autres ministères, corps policiers, etc.) lui permet d'être un partenaire à part entière au service de la nation. Le gouvernement canadien a reconnu l'importance du rôle actuel du militaire et a pris des mesures pour améliorer la condition des FC au point de vue financement, équipements et personnel comme stipulé dans sa politique de Défense<sup>143</sup>.

Avec ce rôle accru du militaire dans la société canadienne et dans la sécurité des intérêts nationaux à l'étranger, la population québécoise a tout avantage à connaître ses FC pour mieux comprendre l'apport de cette institution sur l'histoire du pays et apprécier

---

<sup>140</sup> Colonel Richard Giguère, *États fragiles, conflits et catastrophes : un défi pour les relations entre les forces armées et les ONG*, Conférence de l'IRPP, 7 juin 2005, [http://www.irpp.org/events/archive/jun05NGO/giguere\\_text.pdf](http://www.irpp.org/events/archive/jun05NGO/giguere_text.pdf), Internet, consulté le 24 janvier 2006, p. 3. Comme l'explique l'auteur, les soldats d'aujourd'hui doivent non seulement combattre dans un contexte asymétrique mais aussi travailler en collaboration avec les organismes sur le terrain au soutien humanitaire

<sup>141</sup> Ibid., p.6.

<sup>142</sup> Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, *Regard sur le Monde*, Numéro 20, automne 2003, <http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine/issue20/01-titre-fr.asp>, Internet, consulté le 12 février 2006.

<sup>143</sup> Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale - Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005), p. 3-5.



les contributions des militaires dans les nombreuses missions effectuées au nom de tous les Canadiens.

Or l'histoire militaire n'est pas un sujet prisé par la population en général et les Québécois demeurent majoritairement indifférents aux questions de nature militaire. Tel que discuté au chapitre 2, l'enseignement de l'histoire militaire dans les écoles secondaires au Québec constituerait un moyen efficace de familiariser la nouvelle génération au Québec à l'héritage militaire canadien. Toutefois, l'enseignement est de juridiction provinciale et il n'y a aucune indication que le ministère de l'Éducation du Québec ait l'intention d'inclure l'histoire militaire canadienne dans son programme d'enseignement à court terme.

Dans un contexte de globalisation de la technologie qui offre une panoplie de réseaux d'information et de moyens de communication, il existe de nombreux outils qui peuvent être utilisés pour promouvoir l'héritage militaire auprès des jeunes Québécois (es). Musées interactifs, cours en réseau, documentaires historiques, sites internet sur l'histoire militaire, archives militaires interactives sont quelques-uns des programmes déjà en place qui pourraient être optimisés pour attiser l'intérêt du jeune public québécois. À cela s'ajoute, d'autres alternatives (présentation, travail-étude, témoignages, jumelage) qui pourraient être exploités par le MDN en partenariat avec d'autres organismes gouvernementaux (Patrimoine Canada, ministère des Anciens Combattants) et non gouvernementaux (la Légion royale canadienne et l'UQÀM (Chaire Hector-Fabre)). Les actions proposées ici n'ont pas la prétention de se substituer à un programme scolaire dédié à l'histoire militaire. À tout le moins, il s'agit d'identifier des moyens à la disposition du MDN et de ses partenaires qui peuvent combler, en partie, le

vide laissé par les programmes scolaires pour les jeunes Québécois de 12-18 ans au sujet de l'histoire militaire.

« L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent : elle compromet, dans le présent, l'action même »<sup>144</sup>.

Marc Bloch, historien

### CHAPITRE 3 – MDN ET L'HÉRITAGE MILITAIRE

L'absence prolongée de l'histoire militaire dans les programmes scolaires au Québec, et même au Canada, a sans contredit affecté la mémoire collective des dernières générations qui ont développé une aversion, sinon une indifférence, envers l'héritage militaire canadien contemporain. Elle s'ajoute à d'autres facteurs tels les batailles sur la dualité canadienne, le manque de souplesse de l'institution militaire au point de vue linguistique, la condescendance des élites politiques envers les militaires qui ont eux aussi, pendant le 20<sup>e</sup> siècle, alimenté en partie la culture non militariste au sein de la population canadienne. Comme on l'a constaté, ce courant a été encore plus fort au Québec où l'institution militaire a été perçue pendant longtemps comme un château fort anglo-saxon symbole de l'héritage britannique.

Bien que, de nos jours, les militaires canadiens soient davantage à l'avant-scène dans les nombreuses missions à l'étranger et dans les opérations domestiques d'envergure, le fait demeure que l'intérêt de la population au Québec continue d'être mitigé envers les faits militaires. Le manque de connaissance des Québécois sur leur passé militaire représente les principaux enjeux qu'il faut cibler dans le but de sensibiliser la nouvelle génération québécoise sur le rôle du militaire dans la société et ainsi amorcer une meilleure prise de conscience des jeunes concernant l'institution militaire dans son ensemble. Comme le fait remarquer un stratège britannique à propos de l'utilisation de la

---

<sup>144</sup> Marc Bloch, *Apologie pour l'Histoire, ou le métier d'historien*, Armand Colin, Coll. Histoire, 1999.

force dans les missions de demain : « Considérant que l’humanité continuera d’avoir recours à la force comme instrument politique, notre intérêt à propos du passé revêt plus que jamais son importance »<sup>145</sup>.

Plusieurs organisations au Canada et au Québec possèdent des outils<sup>146</sup> qui sont présentement disponibles afin d’informer la jeunesse québécoise sur son passé militaire. Toutefois, il n’y a pas de concertation d’efforts visant à inciter les jeunes à s’intéresser aux différents produits disponibles sur l’histoire militaire canadienne. Dans ce contexte, le MDN a des ressources et du personnel qui, avec plusieurs partenaires gouvernementaux et privés, peuvent être mis à contribution afin de jouer un rôle d’informateur et de coordonnateur de l’héritage militaire auprès des jeunes Québécois. De quelle façon le MDN peut-il être employé dans ce rôle? Quels sont les partenaires potentiels et les programmes existants qui peuvent servir à la familiarisation du public envers l’héritage militaire canadien ? Enfin, quelles approches méritent d’être exploitées en ce sens ? Le présent chapitre répond à ces questions et propose des pistes de solutions pour améliorer le passage d’information auprès des jeunes Québécois.

## MDN : UN RÔLE D’INFORMATEUR

---

<sup>145</sup> Group Captain Peter W Gray, *Military History into the 21st Century*, Occasional No. 43, Camberley, The Strategic and Combat Studies Institute, p. 19 (traduction libre).

<sup>146</sup> De multiples programmes et sites internet traitent du patrimoine militaire canadien contemporain et sont offerts par l’entremise du Directeurat Histoire et Patrimoine (MDN), de Patrimoine Canada, du Musée canadien de la guerre, des Musées militaires des FC, de la Légion royale canadienne, du ministère des Anciens combattants ainsi que des Archives nationales du Canada. Ces outils d’information sont peu exploités par les jeunes au Québec et ce chapitre cherche à définir des moyens d’action en vue d’améliorer la mémoire collective des jeunes Québécois envers leur patrimoine militaire.

Le patrimoine militaire est une dimension importante au sein du MDN. À ce titre, le Service historique et la direction des traditions et du patrimoine militaires ont été fusionnés à partir de 1996 pour former la direction Histoire et Patrimoine (DHP) au sein du ministère. Ce nouvel organisme a pour mission « de promouvoir le développement de l'histoire, du patrimoine, des traditions, des honneurs militaires, des musées et des ensembles musicaux des Forces armées canadiennes (FC)<sup>147</sup>. Il est composé de six sections, DHP 2 à 7, qui ont chacune leur responsabilité respective en ce qui a trait au passé militaire<sup>148</sup>.

Au cours des dernières années, la DHP est devenue le principal organe de protection du patrimoine au sein du ministère et elle s'est avérée très active dans plusieurs domaines notamment les cérémonies commémoratives des guerres, le soutien en recherche pour les études universitaires de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles en histoire militaire, l'appui aux musées militaires, la production d'ouvrages sur le patrimoine militaire canadien ainsi que la collecte et la conservation de dossiers militaires relatifs à l'histoire militaire pour ne nommer que les principaux. L'organisation s'est transformée pour sortir en dehors du cadre militaire et créer des liens avec les institutions universitaires, les musées et d'autres organisations connexes à l'étranger. Cette ouverture sur le monde a permis d'accroître les recherches et contribué à un regain de vie de l'historiographie militaire au pays. Même si celle-ci est relativement faible dans les cercles francophones au Québec, il n'en

---

<sup>147</sup> Ministère de la Défense nationale Canada, *Direction – histoire et patrimoine*, [http://www.forces.gc.ca/hr/dhh/history\\_archives/frgraph/home\\_f.asp?cat=1](http://www.forces.gc.ca/hr/dhh/history_archives/frgraph/home_f.asp?cat=1), Internet; consulté le 17 octobre 2005.

<sup>148</sup> Ibid. Les sections du DHP sont les suivantes : DHP 2 (Histoire et archives), DHP 3 (Traditions), DHP 4 (Décorations et distinctions), DHP 5 (Musées des FC), DHP 6 (Patrimoine), DHP 7 (Musiques militaires).

demeure pas moins qu'elle fait des progrès depuis la fin de la guerre froide comme l'explique l'historien, Serge Bernier :

C'est un long processus que de reconstruire l'histoire militaire d'un pays. Nous sommes peu nombreux à se consacrer à cette tâche et encore moins, numériquement et proportionnellement, à le faire en français. Notre historiographie militaire canadienne avance lentement mais sûrement. Afin d'ériger un monument qui soit plus durable que l'airain.<sup>149</sup>

Malgré ces efforts, l'histoire militaire demeure un sujet qui a de la difficulté à percer au Québec principalement dans le milieu de l'enseignement secondaire qui poursuit un programme d'histoire axé sur le multiculturalisme et le développement civique qui met à l'écart l'histoire militaire<sup>150</sup>. L'historiographie militaire en français se développe, mais elle demeure principalement un domaine d'étude universitaire. La jeune génération des 12-18 ans au Québec, à l'image du reste des jeunes Canadiens, a des connaissances anémiques de leur propre histoire militaire comme le souligne l'historien canadien Marc Milner : « Une génération de Canadiens a grandi avec très peu, sinon aucune connaissance de son passé militaire ou même des guerres majeures du [dernier] siècle »<sup>151</sup>.

La DHP est un centre d'expertise au point de vue de l'histoire militaire et une de ses fonctions principales est « ...de promouvoir la compréhension de notre histoire et de notre patrimoine militaires par... l'encouragement de la recherche et de l'enseignement

---

<sup>149</sup> Serge Bernier, « Se hâter lentement – l'historiographie militaire canadienne, 1988-1999 », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 8, no. 2-3, hiver/printemps 2000, p. 20

<sup>150</sup> Ministère de l'éducation du Québec, *Programme de formation de l'école québécoise : enseignement secondaire de premier cycle*, [http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme\\_de\\_formation/secondaire/prformsec1ercycle.htm](http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme_de_formation/secondaire/prformsec1ercycle.htm), Internet; consulté le 10 novembre 2005, p. 337.

<sup>151</sup> Marc Milner ed., *Canadian Military History*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1993, p. 2

tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des FC »<sup>152</sup>. Depuis le début du millénaire, la DHP a participé à la parution de plusieurs ouvrages historiques et elle a parrainé de nombreuses recherches universitaires tant auprès du personnel des FC que d'étudiants universitaires<sup>153</sup>. Qu'en est-il pour les plus jeunes ? Comme le fait remarquer l'historien Robert Comeau « ...que fait-on pour permettre aux jeunes d'avoir accès ...à une culture qui permettrait d'aborder de façon rationnelle le grand débat de la défense nationale? »<sup>154</sup>. La DHP s'investit sciemment auprès d'un public adulte des FC et des universitaires en espérant que les ouvrages à ce niveau permettront d'avoir une influence à plus ou moins long terme sur manuels scolaires. On laisse plutôt au Musée canadien de la guerre (MCG), sous la direction de Patrimoine Canada, ainsi qu'aux différents musées des FC, la mission de familiariser et éduquer le public plus jeune sur l'histoire militaire avec des programmes plus adaptés pour les niveaux scolaires du primaire et du secondaire. Est-ce la bonne stratégie à adopter de la part de la DHP?

Étant donné l'étendue des champs de compétence du patrimoine militaire, l'historiographie militaire relativement restreinte en français ainsi que les multiples tâches des différentes sections pour le compte des FC (traditions, commémorations, décorations, recherches, archives), la DHP a choisi une démarche visant à établir des

---

<sup>152</sup> Ministère de la Défense nationale Canada, *Direction – histoire et patrimoine*, [http://www.forces.gc.ca/hr/dhh/history\\_archives/frgraph/home\\_f.asp?cat=1](http://www.forces.gc.ca/hr/dhh/history_archives/frgraph/home_f.asp?cat=1).

<sup>153</sup> Ibid. La DHP fourni sur son site une liste des principaux ouvrages qu'elle a parrainés. Pour une liste plus complète de l'historiographie militaire disponible, il faut consulter Yves Tremblay, « L'histoire militaire officielle au Canada 1916-1999 », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 3, no. 2-3, hiver-printemps 2000, p. 25-45.

<sup>154</sup> Robert Comeau, « La guerre? No sir!... », P. A-23

bases solides en histoire militaire pour un public adulte<sup>155</sup>. Considérant ses ressources limitées en personnel, l'orientation de ses activités vers un public adulte cadre avec ses objectifs. Toutefois, le public adulte qui s'intéresse à l'histoire militaire est déjà, en quelque sorte, sensibilisé en la matière. Le défi consiste à convaincre les plus jeunes de l'importance du patrimoine militaire et d'intéresser ces derniers à en faire l'étude. Dans cet optique, il y a des pistes qui méritent d'être exploitées afin de voir si la DHP de concert avec d'autres organisations à l'interne du ministère, dont le Bureau des affaires publiques et le service de recrutement des FC, pour mousser des campagnes de sensibilisation sur l'histoire militaire canadienne auprès des jeunes.

La DHP n'a pas les ressources pour se lancer seule dans un exercice de promotion de l'histoire militaire auprès des jeunes Québécois. Cependant, les FC possèdent plusieurs ressources en personnel sur le terrain qui peuvent, dans le cadre de leurs fonctions de relations publiques, insérer à titre expérimental un volet sur l'histoire militaire conçu pour les jeunes de 12 à 18 ans. Les affaires publiques des FC coordonnent certaines initiatives en place dans la communauté afin de favoriser un rapprochement avec les jeunes d'âge scolaire : journée nationale « Invitons nos jeunes au travail »<sup>156</sup>, visites de classes scolaires dans les bases et garnisons, démonstrations

---

<sup>155</sup> Discussion de l'auteur avec l'historien et directeur de la DHP, Serge Bernier, en janvier 2006. Ce dernier a mentionné que la DHP concentrait ses ressources d'aide à la recherche pour les étudiants de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle universitaires.

<sup>156</sup> Cheryl De Laplante, « Invitons nos jeunes au travail célèbre ses dix ans », *La Feuille d'érable*, Vol. 7, no. 40, 1 décembre 2004, p. 6-7. Ce programme des FC a été mis en vigueur à l'automne 2004. Il s'agit d'une journée où les étudiants de neuvième année passent une journée au travail avec un parent militaire. Ce programme est pratiqué de façon substantielle dans les provinces autres le Québec. Au Québec, en raison du système d'éducation différent, cette initiative commence à peine à être pratiquée dans les communautés à proximité d'unité militaire. Cette journée est l'idée de l'Alliance-Éducation, une organisation à but non lucratif qui s'emploie à réunir entreprises, écoles et gouvernement pour former des partenariats qui renforcent l'enseignement public au Canada. Depuis sa création en 1994, plus de 1,5 million de jeunes Canadiens et des gens provenant de milliers de lieux de travail ont participé au programme.



publiques et exposés oraux de militaires dans les institutions scolaires. À cela s'ajoute les nombreuses visites de promotion du personnel de recrutement auprès des jeunes du secondaire en vue de faire valoir les opportunités de carrières au sein de FC. Ces interventions visent principalement à informer le public sur ce que sont les FC aujourd'hui.

Dans cet ordre d'idées, certaines de ces activités pourraient être accompagnées d'un volet historique préparé par la DHP afin de familiariser l'étudiant sur l'importance du militaire au 20<sup>e</sup> siècle. Ainsi une trousse assortie d'une présentation audio-visuelle sur la participation canadienne française au sein des forces armées au cours du 20<sup>e</sup> siècle (principales étapes)<sup>157</sup>, un dépliant sur les programmes et sites historiques disponibles sur ce sujet et un exposé sur le rôle du militaire aujourd'hui dans la société et dans le monde<sup>158</sup> pourrait être un outil de promotion expérimental. Cette trousse pourrait s'inspirer d'information déjà disponible sur le site web « La Passerelle »<sup>159</sup>, qui est une initiative conjointe de Patrimoine Canada et de la Défense nationale, ainsi que des programmes scolaires proposés par le MCG pour les élèves du secondaire<sup>160</sup>. De cette

---

<sup>157</sup> La participation des Canadiens français aux guerres mondiales, guerre de Corée, aux missions de l'ONU et de l'OTAN de même que des faits d'armes d'unités et de militaires francophones au cours du 20<sup>e</sup> siècle pourraient être utilisés pour expliquer l'évolution du rôle du soldat jusqu'à nos jours. Un montage vidéo couvrant l'essentiel de l'information pourrait être une voie à explorer.

<sup>158</sup> Ministère de la Défense nationale, A-PA-005-000 AP-001, *Servir avec honneur: la profession des armes au Canada*, (Ottawa, MDN Canada, 2003). Cette publication peut être utilisée comme source d'information pour décrire le rôle actuel du soldat sur la scène nationale et à l'étranger.

<sup>159</sup> Ministère du patrimoine du Canada, *Passerelle pour l'histoire militaire canadienne*, <http://cmhg.gc.ca/html/aboutus/ack-fr.asp>, Internet, consulté 28 novembre 2005. Ce site est un excellent outil de navigation pour les troupes d'enseignement et les programmes d'histoire militaire destinés aux jeunes du primaire et du secondaire.

<sup>160</sup> Musée canadien de la guerre, *Programmes scolaires au Musée*, [http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information\\_f.html](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information_f.html), Internet, consulté le 22 octobre 2005. La rubrique des programmes scolaires propose une série de programmes d'étude aux différents niveaux du primaire et du secondaire. De plus, ces programmes sont conçus en conformité avec les programmes d'études en histoire des provinces (incluant Québec).

façon, les militaires seraient en mesure d'avoir en leur possession un outil pédagogique simple (court montage vidéo) leur permettant de montrer, de façon sommaire, le rôle du militaire dans son contexte historique. À ce titre un jumelage éventuel avec le DHP, le MCG ou même les universités, afin de solliciter l'aide d'historiens ou d'étudiants en histoire lors de visites d'établissements scolaires ou lors de campagnes de recrutement, pourrait s'avérer un autre moyen de contribuer à la familiarisation des jeunes du secondaire. Le but ici n'est pas de transformer les militaires en professeur d'histoire militaire, mais plutôt de permettre à ces derniers de mettre en contexte leur propre expérience de travail.

Un autre type d'intervention qui mériterait d'être considéré est l'exploitation du partenariat actuel des unités militaires (Forces régulières et de Réserve) avec les communautés environnantes en incluant un volet de parrainage avec les écoles secondaires. Ce type d'intervention, coordonné par les représentants des affaires publiques de FC, a été utilisé à quelques reprises de façon ad hoc entre des unités déployées à l'étranger et des écoles primaires et secondaires<sup>161</sup> au Québec et au Canada. Ce type de jumelage pourrait être organisé de façon plus délibérée en permettant aux écoles situées dans les régions éloignées de participer au même titre que celles des zones urbaines. Les militaires auraient ainsi l'occasion de visiter plus d'écoles en plus de promouvoir le rôle du soldat, du marin et de l'aviateur auprès de plus de jeunes. Cette

---

<sup>161</sup> L'auteur, lors de ses déploiements en Bosnie en 1993 et 2001, a participé au jumelage avec des étudiants du primaire (École du Val-Joli) et du secondaire (Mont Saint-Sacrement) dans la région de Québec. Plusieurs militaires ont été jumelés avec des classes de différentes écoles au Québec lors des nombreuses missions. Ces initiatives ont été très appréciées de part et d'autres par les militaires et les étudiants. Certaines écoles ont même organisé des collectes de denrées et de cadeaux en réponse aux militaires décrivant les conditions difficiles des populations locales dans certaines régions du globe. D'où la proposition de recourir à ce type de parrainage de manière plus formelle en établissant des listes de jumelage d'établissements scolaires pour chaque mission.

initiative rejoindrait les objectifs fixés par « l'Opération Connection »<sup>162</sup>, mise de l'avant le 6 février dernier et qui consiste en une politique dynamique de rapprochement et de recrutement des FC auprès de la population envisagée par le Chef d'état-major de la Défense (CEMD) actuel, le général Rick Hillier. Cette opération, qui est prioritaire aux yeux du CEMD, vise à

...établir un contact avec la population canadienne, qui, quoiqu'elle ait raison d'être fière des forces armées, en sait bien peu sur le rôle des FC dans la société, sur leurs missions et sur leurs capacités... Il faut que ça change. Nous y arriverons en misant sur l'éducation et la sensibilisation, c'est-à-dire en établissant des contacts directs entre nos soldats, nos marins et nos membres de la Force aérienne et la population qu'ils servent.<sup>163</sup>

En plus des historiens de la DHP, le MDN emploie par l'entremise du groupe du sous-ministre adjointe (Ressources humaines – Militaires) bon nombre d'historiens qui contribuent à l'enseignement et la recherche du patrimoine militaire dans les différentes institutions au sein de l'Académie canadienne de la Défense (ACD).<sup>164</sup> Comme on peut le constater, le MDN possède des ressources à l'interne qui traitent d'histoire militaire et de patrimoine ainsi que d'effectifs sur le terrain qui tissent des liens avec les communautés civiles. Ces ressources peuvent être optimisées dans le but de sensibiliser davantage les jeunes Québécois sur leur héritage militaire par l'entremise de trousse d'information, de témoignages, d'échanges et de jumelages. Des efforts sont déjà faits en ce sens de manière informelle de sorte qu'il s'agit de bâtir sur des acquis afin d'améliorer la coordination, la diffusion et le contenu du message.

---

<sup>162</sup> Capitaine Holly-Ann Brown, « Op CONNECTION: pour rejoindre la population canadienne », *La Feuille d'érable*, 22 février 2006, p.15.

<sup>163</sup> Ibid. p. 15.

<sup>164</sup> Ministère de la Défense nationale, SMA RH-Mil, [http://www.cda-acd.forces.gc.ca/index/frgraph/home\\_f.asp](http://www.cda-acd.forces.gc.ca/index/frgraph/home_f.asp), Internet, consulté le 18 avril 2006.

## LES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX POTENTIELS

Dans le domaine du patrimoine militaire, le MDN n'est pas la seule agence gouvernementale fédérale qui traite d'histoire et de patrimoine militaire. Les ministères du Patrimoine ainsi que celui des Anciens Combattants ont développé des outils d'information dans ce domaine qui visent à familiariser le grand public. Certains de ces outils ont été conçus dans un but pédagogique afin d'offrir des programmes de formation auprès des jeunes de niveaux primaire et secondaire. Même Parcs Canada possèdent un programme d'histoire militaire conçu pour les jeunes qui offre des opportunités d'emplois pour étudiants sur les champs de batailles au pays et à l'étranger. À ce titre, il importe, dans un premier temps, d'en examiner la portée et le contenu, puis en deuxième lieu, de voir comment ces ministères peuvent contribuer avec le MDN à sensibiliser, de façon concertée, les jeunes à leur passé militaire.

Le ministère du Patrimoine, à titre de responsable des musées nationaux, gère le MCG qui constitue une institution de premier plan dans la diffusion de l'histoire militaire au Canada. Nouvellement relocalisé dans un nouveau complexe depuis mai 2005, le MCG possède une collection impressionnante d'artefacts et d'œuvres d'art militaire et plus de 13,000 œuvres d'art militaires<sup>165</sup> qui racontent l'histoire militaire du Canada. En plus de ses expositions, le musée offre des activités de même que des programmes interactifs intéressants pour les jeunes étudiants désireux d'en apprendre un peu plus sur leur patrimoine militaire. Parmi les produits offerts par le musée pour le jeune public, on retrouve entre autres : les programmes scolaires interactifs pour le primaire et secondaire,

---

<sup>165</sup> Musée canadien de la guerre, *Programmes scolaires au Musée*, [http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information\\_f.html](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information_f.html), Internet, consulté le 22 octobre 2005.

une page web spécifique pour les jeunes<sup>166</sup> avec jeux et questionnaire, des exposés et des films qui cherche à favoriser « ... la pensée critique, la résolution de problèmes et l'apprentissage coopératif »<sup>167</sup>. En ce qui concerne les programmes scolaires, ils sont adaptés pour répondre à une clientèle étudiante de la maternelle jusqu'à la dernière année du secondaire. Ils offrent « ...aux enseignants et enseignantes ainsi qu'aux éducateurs et éducatrices des programmes scolaires formels, des ressources pédagogiques et une expertise pour aider les élèves à comprendre l'expérience du Canada en temps de guerre »<sup>168</sup>. Cependant, ces programmes misent beaucoup sur l'aspect « divertissement » ce qui peut avoir tendance à diluer le contenu éducationnel du patrimoine militaire. L'histoire militaire n'est pas un jeu, de sorte qu'il faut savoir maintenir un équilibre dans le contenu éducationnel afin de traiter le sujet de la guerre selon l'aspect humain et la protection des valeurs sociales et de l'intérêt national. Ces concepts doivent faire partie du message que l'on veut passer aux nouvelles générations.

Le MCG regorge d'informations relatives au patrimoine militaire et une bonne partie des activités et des ressources est dédiée à la familiarisation des jeunes en conformité avec les programmes scolaires des provinces. La situation géographique du musée, qui a ses assises à Ottawa, représente un problème pour les étudiants au Québec qui habitent loin de l'Outaouais. Mais les multiples ressources internet atténuent cette problématique puisque les principaux programmes du musée y sont accessibles. Dans le but de promouvoir le MCG et ses activités, les FC pourraient utiliser les visites des

---

<sup>166</sup> La page intitulée "Une histoire dangereusement cool" se trouve à l'adresse suivante : [http://www.museedelaguerre.ca/cwm/kids/splash\\_f.html](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/kids/splash_f.html) .

<sup>167</sup> Musée canadien de la guerre, *Programmes scolaires au Musée*, [http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information\\_f.html](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information_f.html), Internet, consulté le 22 octobre 2005

<sup>168</sup> Ibid. dans le volet histoire militaire.

établissements scolaires et les activités communautaires afin de publiciser les programmes du musée à l'aide de dépliants et d'exposés. Ce type d'intervention permettrait de sensibiliser les jeunes Québécois (ainsi que leurs enseignants) à l'existence du musée et à défaut de s'y rendre, de les encourager à visiter le site web adapté à leur niveau d'apprentissage.

D'autre part, le MDN a développé avec le concours du ministère du Patrimoine canadien, le site web « La passerelle de l'histoire militaire »<sup>169</sup> qui est un outil de recherche interactif « ...fournissant à la population un accès gratuit aux ressources collectives sur l'histoire militaire canadienne provenant de...[plusieurs] organismes patrimoniaux et ce, sur une même passerelle dynamique et intuitive »<sup>170</sup>. Cette initiative est rendue possible grâce à la collaboration des nombreux partenaires gouvernementaux suivants : Anciens Combattants Canada, Bibliothèque et Archives Canada, Office national du film Canada, Parcs Canada, Société Radio-Canada<sup>171</sup>. Quoique cet instrument de recherche puisse être utile pour les étudiants, il est davantage conçu pour un public adulte. Dans cette optique, il s'agit d'une ressource qui peut être mise à contribution par les enseignants. La difficulté, ici, est de susciter un intérêt auprès du public afin que celui-ci navigue sur le site. Il s'agit d'un défi de taille considérant le peu d'enthousiasme manifesté par le public en général envers l'histoire militaire<sup>172</sup>.

---

<sup>169</sup> Ministère de la Défense nationale, *Passerelle pour l'histoire militaire canadienne*, <http://cmhg.gc.ca/html/aboutus/ack-ft.asp>, Internet, consulté 28 novembre 2005.

<sup>170</sup> Ibid.

<sup>171</sup> Ibid.

<sup>172</sup> Robert Comeau, « La guerre : No Sir! », p. A-23.

Dans le but d'intéresser tant les enseignants que les étudiants à l'histoire militaire, il faut avant tout les sensibiliser aux ressources disponibles afin qu'ils puissent les utiliser pour « pénétrer dans ce passé ». Une campagne de publicité dans les médias à l'image de celle du recrutement (télévision, radio, journaux) pourrait être envisagée afin d'aviser le public de l'existence et la pertinence d'un outil comme « La Passerelle ». Cette initiative pourrait aussi être intégrée à l'opération Connection lors des visites des recruteurs dans toutes les régions du Québec afin de promouvoir cet outil pédagogique. D'autre part, une participation d'enseignants francophones en histoire dans des voyages d'études de champs de bataille canadiens de concert avec les Anciens Combattants ou la Légion pourrait aussi être envisagée comme moyen de sensibilisation du milieu de l'enseignement du secondaire. Plus encore, la Fondation canadienne des champs de bataille offre l'opportunité à 16 étudiants universitaires canadiens, dont 4 francophones, de participer à un voyage d'études des champs de bataille en Europe au cours de l'année 2006 ce qui constitue un excellent investissement pour les professeurs de demain<sup>173</sup>. Pour sa part, le ministère de Parcs Canada encourage l'embauche d'étudiants du post-secondaires comme guides dans champs de bataille en Europe<sup>174</sup>.

Le ministère des Anciens Combattants est une autre organisation qui a su mettre en place des ressources concernant le patrimoine militaire adaptées à un jeune public. Ce ministère consacre une section complète à la pédagogie et l'apprentissage des jeunes sur

---

<sup>173</sup> La Fondation canadienne des champs de bataille, *Le 12e voyage d'études de champs de bataille 2-16 juin 2006*, <http://www.canadianbattleofnormandyfoundation.ca/generalites.htm>, Internet, consulté le 18 avril 2006.

<sup>174</sup> Agence Parcs Canada, *Emplois*, [http://www.pc.gc.ca/agen/empl/index\\_f.asp](http://www.pc.gc.ca/agen/empl/index_f.asp), Internet, consulté le 18 avril 2006.

leur passé militaire. Ce volet, intitulé « Les jeunes et les éducateurs »<sup>175</sup>, propose de nombreux programmes dont des projets écoles-communautés, ressources-enseignants, thèmes historiques qui offrent aux jeunes Québécois l'opportunité de découvrir l'histoire militaire canadienne sous la forme de modules interactifs qui s'inspirent de sources primaires (lettres de militaires, témoignages, entrevues, archives) et secondaires (montage vidéo, visites interactives, chroniques historiques). Le site couvre principalement la participation canadienne dans les guerres du 20<sup>e</sup> siècle où on y raconte entre autres les principaux faits d'armes de nos soldats, le sacrifice d'une génération de jeunes Canadiens ainsi que les témoignages des soldats canadiens sur leurs expériences de guerre. En plus du site, le ministère a mis de l'avant le projet de partenariat « Le Canada se souvient » qui vise à stimuler, par une aide financière, les communautés et les jeunes à organiser des activités commémoratives ou faire des recherches sur le patrimoine militaire<sup>176</sup>.

La problématique demeure toutefois le peu d'achalandage que suscitent les programmes et projets dans le site des Anciens Combattants auprès des jeunes du Québec. L'histoire militaire n'est pas un sujet populaire dans les écoles secondaires et peu d'enseignants de ce niveau y accordent de l'importance. Dans ce contexte, les nombreuses cérémonies de commémorations organisées par les FC dans les communautés au Québec pendant le Jour du Souvenir à chaque année pourraient être coordonnées de façon plus étroite avec les Anciens Combattants Canada dans le but d'offrir une visibilité plus grande aux vétérans ainsi que publiciser les programmes disponibles pour les jeunes sur le patrimoine militaire. Plus encore, les publicités dédiées

---

<sup>175</sup> Anciens Combattants Canada, *Les jeunes et les éducateurs*, [http://www.vac-acc.gc.ca/youth\\_f/sub.cfm?source=sitemap](http://www.vac-acc.gc.ca/youth_f/sub.cfm?source=sitemap), Internet; consulté le 10 novembre 2005.

<sup>176</sup> Ibid., Volet « Le Canada se souvient ».



aux cérémonies de l'Armistice devraient comporter une capsule sur l'existence du site internet ainsi qu'une courte description du volet jeunesse afin de sensibiliser le public sur un outil d'apprentissage qui demeure, somme toute, méconnu.

Comme on peut le constater, les ressources pour l'apprentissage du patrimoine militaire canadien sont nombreuses et faciles d'accès par l'entremise des réseaux informatiques et par l'internet. Le ministère du Patrimoine et les Anciens Combattants Canada possèdent des trousseaux adaptés aux enseignants et aux jeunes du secondaire en ce qui a trait à l'histoire militaire canadienne. Pour sa part, le MCG constitue un attrait de marque en ce qui concerne les artefacts, les pièces de collection, les programmes d'informations sur l'histoire de la guerre au Canada. Son site internet propose de nombreuses activités interactives reliées à l'apprentissage de l'histoire militaire auprès des jeunes sous forme de jeux, questionnaires, énigmes, recherches.<sup>177</sup>

À ce titre, le musée apporte une contribution complémentaire à celle de l'école en permettant l'expérimentation d'autres environnements d'apprentissage, en offrant des ressources que l'école ne possède pas en plus de favoriser « l'apprentissage d'habiletés telles l'observation, l'analyse, l'expérimentation et la discussion »<sup>178</sup>. Tous ces partenaires ne demandent pas mieux que livrer la marchandise, mais dans ce cas-ci, il y a peu de clients qui en font la demande. Le MDN, dans le cadre de ses activités communautaires, de recrutement ou bien de commémoration pourrait donc agir comme messager afin de promouvoir les programmes offerts par ses partenaires dans le cadre du

---

<sup>177</sup> Musée canadien de la guerre, *Programmes scolaires au Musée*, [http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information\\_f.html](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information_f.html), Internet, consulté le 22 octobre 2005

<sup>178</sup> Vitor Matias, Tamara Lemerise et Dany Lussier-Desrochers, « Le partenariat entre les écoles secondaires et les musées: points de vue d'enseignants de la région de Montréal », *Revue des sciences de l'éducation*, Vol. 27, no. 1, 2001, <http://www.erudit.org/revue/rse/2001/v27/n1/000309ar.html>, Internet, consulté le 12 février 2006.

patrimoine militaire. Ceci constitue un investissement peu coûteux puisqu'il s'agit de mettre à profit les programmes déjà existants dans les FC et d'y rajouter un volet promotionnel de l'histoire militaire. Ces interventions, loin de régler le problème du manque d'intérêt de la population envers l'histoire militaire, constitueraient un premier pas dans la sensibilisation des jeunes et des enseignants sur les moyens mis à leur disposition pour en connaître davantage sur leur patrimoine militaire.

#### AUTRES ORGANISMES NON-GOUVERNEMENTAUX

Il existe aussi d'autres intervenants, bien que non gouvernementaux, qui font la promotion de l'histoire militaire auprès des jeunes. La Légion royale canadienne est une de ces organisations qui s'engagent auprès de la communauté afin de souligner les principaux événements commémoratifs de notre passé militaire. La Légion qui regroupe plusieurs vétérans et anciens combattants des FC, dont nombre d'entre eux ont participé à la Deuxième Guerre mondiale et à la guerre de Corée, continue d'assumer « ...la responsabilité majeure de perpétuer la tradition du Souvenir au Canada »<sup>179</sup>. Il s'agit de la plus importante organisation d'anciens combattants au Canada avec plus de 400,000 membres à son actif ainsi que plus de 1600 filiales à travers le pays<sup>180</sup>.

La Légion est très impliquée auprès des jeunes et elle consacre un volet à ces derniers sur son site internet. Entre autres, elle organise des concours de rédaction sur les sacrifices des soldats canadiens au front, des pèlerinages sur les champs de bataille pour

---

<sup>179</sup> La Légion royale canadienne, [http://www.legion.ca/asp/docs/about/bg\\_f.asp](http://www.legion.ca/asp/docs/about/bg_f.asp), Internet, consulté le 17 octobre 2005

<sup>180</sup> Ibid.

les jeunes et parraine des activités des cadets et des scouts/guides. De plus, elle offre plusieurs bourses d'études aux étudiants du secondaire et appuie les athlètes de 13 à 17 ans au pays par l'entremise du programme national d'athlétisme pour les jeunes pour lequel elle débourse \$500,000 dollars et emploie de nombreux bénévoles<sup>181</sup>.

La Légion royale canadienne, dans son engagement social actif, contribue à la promotion de l'héritage militaire auprès du public bien qu'elle soit avant tout un organisme communautaire. Dans le but de rapprocher les générations et appuyer la Légion dans ses initiatives communautaires, un jumelage plus formel entre les filiales de cette dernière avec des unités des FC (de la Régulière ou de la Réserve) permettrait d'apporter plus de poids aux programmes de soutien à la jeunesse. Les jeunes militaires pourraient ainsi travailler conjointement avec les membres de la Légion en participant à différentes activités (notamment les parades et les cérémonies commémoratives) en plus de promouvoir le rôle du soldat face aux défis d'aujourd'hui. Dans cette perspective, les cérémonies du jour du Souvenir représentent le genre d'évènement qui se prêterait bien à un partenariat Légion-FC.

Dans le monde de l'enseignement et de la recherche historique, la création de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec en octobre 2004 à l'UQÀM est l'aboutissement des efforts entrepris par l'institution pour promouvoir l'histoire du Québec depuis 1994. Le titulaire de la Chaire et professeur du Département d'histoire à l'UQÀM, Robert Comeau, travaille depuis plus de dix ans pour promouvoir l'histoire du Québec qui selon lui « n'est pas suffisamment enseignée dans notre système scolaire et ce, malgré les grands débats sur les effets de la mondialisation sur les identités nationales

---

<sup>181</sup> Ibid., « Programme d'athlétisme pour les jeunes ».

et l'importance de revaloriser l'histoire dans le cadre d'un projet de société »<sup>182</sup>. Parmi les cinq axes de recherche en histoire parrainés par la Chaire, on retrouve l'histoire des Canadiens français/ Québécois face aux guerres. Cet intérêt n'est pas soudain puisque l'UQÀM offre des cours d'histoire militaires depuis le début des années 1990, elle finance depuis 1992 la revue « Bulletin d'histoire politique » qui traite des thèmes historiques et politiques au Québec et parraine depuis 1994 des colloques sur l'histoire militaire du Québec.

Dans le cadre du volet de l'histoire militaire de la Chaire, plusieurs professeurs ou chercheurs travaillant pour le MDN y participent à titre de collaborateurs dont entre autres : Serge Bernier, directeur de la DHP et professeur associé à l'UQÀM, Yves Tremblay, chercheur à la DHP, et Béatrice Richard, professeure au Collège militaire de Kingston. Ce partenariat permet de développer des liens étroits entre le MDN et une université de renom et contribue à des échanges fructueux dans la promotion de l'histoire militaire en français par le truchement de colloques, de publications et de conférences. Bien que ces activités, dans la majorité des cas, soient ouvertes au public, elles attirent surtout un public averti composé de professeurs, de chercheurs universitaires et d'historiens. Alors, en quoi ces initiatives peuvent-elles contribuer à susciter un intérêt chez les jeunes adolescents ?

Dans l'immédiat, les activités mises de l'avant par l'UQÀM profitent principalement à une clientèle adulte adepte des études en histoire et elles cherchent principalement à créer un engouement auprès des universitaires pour les recherches en histoire du Québec, dont entre autres, l'histoire militaire. Dans ce cas-ci, il faut voir

---

<sup>182</sup> Université du Québec à Montréal, « La création de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec », *Salle de Presse*, <http://www.unites.uqam.ca/sirp/com/04-186.htm>, Internet, consulté le 24 janvier 2006.

l'approche de l'UQÀM comme un investissement pour l'avenir à savoir créer des bases solides de recherches et de publications en histoire militaire au niveau universitaire afin de faire de ce sujet, un champ d'enseignement important et bien documenté dans la langue de Molière. Ainsi, comme le fait remarquer Yves Tremblay, historien militaire, un des meilleurs moyens d'affronter l'indifférence des jeunes Québécois face à leur passé militaire consiste en « ... la publication d'ouvrages universitaires crédibles qui finiront après un certain temps à « percoler » dans les manuels scolaires »<sup>183</sup>. Dans ce sens, les activités pédagogiques de l'UQÀM constituent un travail de longue haleine afin d'améliorer la diffusion de l'histoire militaire au Québec. Le MDN se doit de poursuivre sa collaboration non seulement avec l'UQÀM et la Chaire Hector-Fabre mais aussi avec, entre autres, l'Université Laval et l'Université de Montréal dans la promotion de l'histoire militaire canadienne française afin que celle-ci déborde le niveau universitaire et rejoigne un public plus large dont les jeunes au Québec.

Les initiatives de la Légion canadienne et de l'UQÀM contribuent à garder vivant le souvenir du passé militaire canadien et québécois. Elles permettent de renforcer les programmes gouvernementaux consacrés à l'histoire militaire et à sensibiliser un public, encore largement profane, de l'importance du patrimoine militaire dans la société d'aujourd'hui. Le MDN a tout intérêt à collaborer et appuyer les démarches entreprises par ces institutions dans la promotion du patrimoine militaire au Québec. C'est par des efforts concertés que l'histoire militaire fera sa place auprès du public en général puis, espérons-le, qu'elle sera enseignée formellement dans les collèges et les écoles au Québec dans quelques années.

---

<sup>183</sup> Courriel Yves Tremblay/Major J. Laprade, *Mémoire de recherché – CFC Toronto*, 4 janvier 2006.

« L'histoire, je le crains, ne nous permet guère de prévoir, mais, associée à l'indépendance d'esprit, elle peut nous aider à mieux voir »<sup>184</sup>.

Paul Valéry, écrivain français

## CONCLUSION

À l'heure de la globalisation et du multilatéralisme, le Canada est engagé plus que jamais dans les domaines du développement, de la diplomatie et de la défense (l'approche « 3D ») sur la scène internationale.<sup>185</sup> L'économie de marché, l'expansion du capitalisme et les développements technologiques ont aussi entraîné l'éclatement de conflits ethniques, l'émergence d'états en déroute et la montée du terrorisme international au cours des dernières années. Cette nouvelle réalité met en exergue la fragilité de la sécurité nationale canadienne face à des menaces qui peuvent provenir de partout dans le monde. Conséquemment, en 2004, le gouvernement canadien présente sa politique de sécurité nationale<sup>186</sup>. Cette dernière confirme le rôle de premier plan du militaire canadien dans la protection des intérêts nationaux tant au pays qu'à l'étranger et précise que les FC doivent être « ...aptes au combat pour mener un large éventail d'opérations »<sup>187</sup>.

---

<sup>184</sup> Paul Valéry, *Variété IV*, Paris, Nouvelle Revue Française, 1938, p. 139.

<sup>185</sup> Bureau du Conseil privé, *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale* (Ottawa :Bureau du Conseil privé, 2004), p. 53

<sup>186</sup> Ibid. p. 2

<sup>187</sup> Ibid. p. 56.

Dans un monde où la sécurité est devenue un enjeu de premier plan, les interventions militaires canadiennes actuelles constituent une facette importante de la projection de l'intérêt national à l'étranger et du maintien de la sécurité internationale. Ainsi, pour bien prendre conscience de l'importance du rôle des militaires d'aujourd'hui dans la société et saisir l'apport de ces derniers dans les récentes missions à l'étranger, il importe d'aller fouiller dans cet héritage militaire qui a forgé les bases des FC actuelles. Cette démarche consiste, selon l'historien Marcel Trudel, «... [à] partir du présent pour remonter au passé ; [à] faire partir de l'expérience qu'on a, dans un milieu où l'on vit, pour rechercher le milieu de jadis et l'expérience qu'en faisait nos ancêtres »<sup>188</sup>. Or, l'oubli du patrimoine militaire est exacerbé, au Québec, par un manque chronique d'enseignement de cet héritage militaire dans les écoles de la province dont le curriculum est essentiellement orienté sur la formation de citoyen<sup>189</sup>. Il faut donc que les jeunes Québécois se réapproprient ce passé militaire marqué par des périodes de remous sociaux certes, mais façonné aussi par la contribution des soldats canadien-français dans les combats pendant les conflits mondiaux et la guerre de Corée, dans les missions du maintien de la paix de même que dans les interventions d'aide au pouvoir civil et d'assistance humanitaire sur le plan domestique.

La présente étude a démontré qu'il existe de nombreux outils consacrés à la promotion et à la recherche de l'histoire militaire de même qu'on retrouve de nombreux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux engagés dans le développement

---

<sup>188</sup> Marcel Trudel cité dans André Lefebvre, *Une histoire nationale pour l'élève au secondaire*, Montréal, Guérin, 1978, p. 112.

<sup>189</sup> Ministère de l'éducation du Québec, *Programme de formation de l'école québécoise : enseignement secondaire de premier cycle*, [http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme\\_de\\_formation/secondaire/prformsec1erecycle.htm](http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme_de_formation/secondaire/prformsec1erecycle.htm), Internet; consulté le 10 novembre 2005, p. 337.

du patrimoine militaire. Ces ressources sont disponibles et accessibles au public, mais peu de gens s'y intéressent. La problématique réside ici dans le manque de moyens concertés pour sensibiliser les jeunes à cette histoire et à inciter ces derniers à utiliser les ressources comme les musées militaires, les sites internautes, les visites de parc commémoratifs ou d'installations militaires.

Dans cette perspective, le MDN peut s'avérer un intervenant important dans la promotion de ce patrimoine en intégrant le soldat comme messager auprès des jeunes et en synchronisant, à peu de coûts, les interventions sociales de nos militaires de concert avec des partenaires comme le Musée de la guerre, les musées des FC, les Anciens Combattants et même la Légion royale canadienne. Le soldat représente un intervenant de première ligne qui peut faire le lien entre le présent et le passé militaire auprès des jeunes en plus de témoigner, à l'aide de présentations ou de démonstrations publiques, du vécu en tant que militaire dans les opérations courantes. Cette dimension du militaire dans le rôle d'informateur est peu utilisée et gagnerait à l'être davantage notamment auprès des jeunes Québécois. Dans cette optique, le bureau des affaires publiques du MDN ainsi que la DHP peuvent être mises à contribution lors des visites d'institutions scolaires ainsi que dans la mise en place d'une trousse d'histoire militaire montrant les faits marquants des guerres du 20<sup>e</sup> siècle en parallèle avec les missions plus récentes.

L'autre investissement du MDN consiste à poursuivre ses efforts de collaboration avec des institutions universitaires comme l'UQÀM, l'Université Laval et l'Université de Montréal afin de promouvoir la recherche et les études dans le domaine de l'histoire militaire au Québec. Ce genre de partenariat permet de maintenir des liens étroits avec le milieu académique et contribue à implanter lentement l'histoire militaire canadienne



française comme sphère d'étude et de recherche au point de vue universitaire. Qui plus est, ces échanges favorisent la tenue de conférences et de colloques où l'histoire militaire est au centre des discussions et des débats<sup>190</sup>. Ce type d'intervention est nécessaire pour assurer une fondation solide en terme de mémoires et publications pouvant servir de références éventuelles pour les manuels scolaires des niveaux collégial et secondaire. Il s'agit d'un investissement pour l'avenir.

L'étude de l'histoire au Québec comprend les volets politique, économique, social, mais aussi militaire. Ce dernier volet a été longtemps mis à l'écart parce que son souvenir, lié aux disputes culturelles entre Canadiens anglais et français, a stigmatisé la conscience populaire au Québec. Plus encore, pendant la Révolution tranquille, le passé militaire québécois ne correspondait pas à la politique d'affirmation nationale des élites politiques provinciales de l'époque<sup>191</sup>. Aujourd'hui, le soldat canadien est plus présent que jamais sur la scène nationale et dans le monde : il fait partie de l'actualité. Il est amené à jouer un rôle de plus en plus actif tant sur le plan de la sécurité interne au pays que dans les missions militaires à l'étranger. C'est pourquoi il est nécessaire d'éduquer les jeunes Québécois sur leur histoire militaire afin qu'ils puissent comprendre le rôle du militaire canadien dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

---

<sup>190</sup> Chaire Hector Fabre, *Activités*, <http://www.unites.uqam.ca/chf/accueil.htm>, Internet, consulté le 1 avril 2006. La Chaire Hector Fabre a organisé, à l'UQAM, des colloques sur l'histoire militaire en novembre 2004 et 2005. La première rencontre consistait à faire un bilan de l'historiographie militaire canadienne française depuis 1994 tandis que la deuxième consistait à des discussions sur la Deuxième Guerre mondiale 60 ans après les faits. Le directeur de la DHP, Serge Bernier, de même que Béatrice Richard, professeur au CMR, ont collaboré étroitement avec le titulaire de la Chaire, Robert Comeau, dans la tenue de ces colloques.

<sup>191</sup> Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec Contemporain Tome II...*, p. 673-675.

## BIBLIOGRAPHIE

### LIVRES

- Allard, Jean V. *Mémoires du général Jean V. Allard*, Collaboration spéciale de Serge Bernier, Boucherville, Québec, Éditions de Mortagne, 1985.
- Aron, Raymond. *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Edition coll. Agora, c1998.
- Aubin, Paul. *Le manuel scolaire dans l'historiographie québécoise*. Sherbrooke, Éditions Ex Libris, 1997.
- Bernier, Serge. *Le patrimoine militaire canadien 1872-2000*, Tome 3, Ottawa, Art Global, 2000.
- Bloch, Marc. *Apologie pour l'Histoire, ou le métier d'historien*, Armand Colin, Coll. Histoire, 1999.
- Charland, Jean-Pierre. *Les élèves, l'histoire et la citoyenneté*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003.
- Gagnon, Alain G. et Michel Sarra-Bournet, *Duplessis : entre Grande noirceur et société libérale*, Montréal Éditions Québec-Amérique, 1997.
- Gagnon, Jean-Pierre. *Le 22<sup>e</sup> bataillon (canadiens-français) 1914-1919*, Québec, Presees de l'Université Laval, 1986.
- Granastein, J.L. *Who killed the Canadian Military*, Toronto, Harper Flamingo Canada, 2004.
- Granatstein, J.L. and J.M. Hitsman, *Broken promises : a history of conscription in Canada*. Toronto : Copp Clark Pitman Ltd, 1977.
- Gravel, Jean-Yves, *Le Québec et la Guerre 1867-1960*, Montréal, Boréal Express, 1974.
- Haycock, Ronald et Serge Bernier, *L'enseignement de l'histoire militaire; Clio et Mars au Canada*, Arthabasca, Arthabasca University, 1995.
- Lacoursière, Jacques, Jean Provencher et Denis Vaugeois, *Canada – Québec, 1534-2000*, Manuel scolaire réédité (Sillery, Septentrion, 2000).

- Laurendeau, André. *La crise de la conscription 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962.
- Lefebvre, André. *Une histoire nationale pour l'élève au secondaire*, Montréal, Guérin, 1978.
- Létourneau, Jocelyn. *Passer à l'avenir : Histoire , mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain de la Confédération à la crise*, Montréal, Boréal Express, 1979.
- Linteau, P.-A, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930 Tome II*, Montréal, Boréal, 1989.
- Milner, Marc. *Canadian Military History*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1993.
- Morton, Desmond. *Une histoire militaire du Canada 1608-1991*, Montréal, Septentrion, 1993.
- Ouellet, Eric, *New Directions in Military Sociology*, Whitby ON, de Sitter Publications, 2005.
- Pariseau, Jean et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes, Tome I - 1763-1969 : le spectre d'une armée bilingue*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987.
- Pelletier, Gérard. *La crise d'octobre*, Montréal, Editions du Jour, 1971.
- Polybe, *Histoire*, traduit du grec par Denis Roussel, Paris, Gallimard, c2003.
- Richard, Béatrice. *La mémoire de Dieppe : la radioscopie d'un mythe*, Montréal, VBL, 2002.
- Stacey, C.P.. *Armes, hommes et gouvernement: les politiques de guerre du Canada 1939-1945*, Ottawa, Information Canada, c1970.
- Stanley, George F. G. *Nos soldats : l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Traduit de l'anglais par Serge Bernier, Montréal, Editions de l'Homme, c1980.
- Valéry, Paul. *Variété IV*, Paris, Nouvelle Revue Française, 1938.

## PÉRIODIQUES

- Bernier, Serge. « Se hâter lentement – l’historiographie militaire canadienne, 1988-1999 », *Bulletin d’histoire politique*, Vol. 8, No. 3-3, hiver/printemps 2000, p.11-25.
- Brown, Holly-Ann (Capitaine), « Op CONNECTION: pour rejoindre la population canadienne », *La Feuille d’érable*, 22 février 2006.
- Comeau, Paul-André. « L’oubli : thérapie collective ou exutoire traditionnel? », *Bulletin d’histoire politique*, vol 3, no. 3-4, printemps-été 1995, p. 393-398.
- De Laplante, Cheryl. « Invitons nos jeunes au travail célèbre ses dix ans », *La Feuille d’érable*, Vol. 7, no. 40, 1 décembre 2004.
- Gow, J.I. « Les québécois, la guerre et la paix 1945-1960 », *Revue canadienne de Science politique*, vol. 3, no. 1, mars 1970, p. 88-122.
- Martineau, Robert. « La réforme du curriculum : Quelle histoire et quelle formation pour quelle citoyenneté », *Traces*, Vol. 36, No. 1, janvier/février 1998, p.
- Ouellet, Éric. « Le leadership militaire et les Forces armées canadiennes : apports à la théorie sociologique », *Sociologie du militaire*, Paris, L’Harmattan, 2005, 16p.
- Richard, Béatrice. « La participation des soldats canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale: une histoire de trous de mémoire », *Bulletin d’histoire politique*, Vol. 3, No 3 et 4, printemps/été 1995, p. 383-392.
- Sabey, Ralph A. “The preparation of culturally sensitive curriculum material for Canadian schools: an overview”, *Council on Anthropology and Education newsletter*, vol . 4, no. 3, Nov 1973, 7-10.
- Tremblay, Yves, « L’histoire militaire officielle au Canada 1916-1999 », *Bulletin d’histoire politique*, Vol. 3, no. 2-3, hiver-printemps 2000, p. 25-45.

## DOCUMENTS PUBLICS

Canada. Bureau du Conseil privé, *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale* (Ottawa :Bureau du Conseil privé, 2004).

Canada, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1967-1970.

## DOCUMENTS DU MDN

Canada. Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale - Fierté et influence : notre rôle dans le monde (Défense)*, (Ottawa, MDN Canada, 2005).

Canada. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-000, *L'Armée de terre du Canada : nous protégeons nos foyers et nos droits*, (Ottawa, MDN, 1998).

Canada. Ministère de la Défense nationale, A-PA-005-000 AP-001, *Servir avec honneur: la profession des armes au Canada*, (Ottawa, MDN Canada, 2003).

## SOURCES ÉLECTRONIQUES

### Site web:

Anciens Combattants Canada, *Les jeunes et les éducateurs*, [http://www.vac-acc.gc.ca/youth\\_f/sub.cfm?source=sitemap](http://www.vac-acc.gc.ca/youth_f/sub.cfm?source=sitemap), Internet; consulté le 10 novembre 2005.

Archives Radio-Canada, *Maîtres chez nous: Discours du Premier Ministre Jean Lesage -1962*, [http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-215-1080-10/politique\\_economie/jean\\_lesage\\_revolution/](http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-215-1080-10/politique_economie/jean_lesage_revolution/), Internet, consulté le 24 janvier 2006.

Archives Radio-Canada, *La Révolution Tranquille a 40 ans*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/revolution-tranquille/revolution-tranquille.html>, Internet, consulté 24 janvier 2006.

Bibliothèque et Archives Canada, *De colonie à pays : guide de recherche sur l'histoire militaire du Canada*,

<http://www.collectionscanada.ca/militaire/h13-2013-f.html>, Internet; consulté 13 janvier 2006.

Bibliothèque et Archives Canada, *Plan de cours 9-11e année – Deuxième Guerre mondiale : événements entourant la conscription*,  
[http://www.collectionscanada.ca/education/king/053201150501\\_f.html](http://www.collectionscanada.ca/education/king/053201150501_f.html),  
Internet; consulté le 27 décembre 2005

CRIC, *Le Canada et le bouclier antimissile*,  
[http://www.cric.ca/fr\\_html/guide/missile%20defence/ballistic\\_missile.html](http://www.cric.ca/fr_html/guide/missile%20defence/ballistic_missile.html),  
Internet, consulté le 20 août 2005

Défense nationale, Salle de Presse, *Modifications au processus de recrutement dans les FC*, 23 mars 2001,  
[http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=275](http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=275),  
Internet, consulté le 12 février 2006

Développement des ressources humaines Canada, *L'histoire des pensions gouvernementales au Canada : 1928-1951*,  
[http://www.civilization.ca/hist/pensions/cpp-a28-we\\_f.html](http://www.civilization.ca/hist/pensions/cpp-a28-we_f.html), Internet,  
consulté le 12 février 2006

Encyclopédie canadienne Historica, *La crise d'octobre*,  
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0005880>, Internet, consulté le 24 janvier 2006.

Encyclopédie canadienne Historica, *Le rapport Balfour 1926: Document*, ,  
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0010016>, Internet, consulté le 8 avril 2006.

La Fondation canadienne des champs de bataille, *Le 12e voyage d'études de champs de bataille 2-16 juin 2006*,  
<http://www.canadianbattleofnormandyfoundation.ca/generalites.htm>,  
Internet, consulté le 18 avril 2006.

La Légion royale canadienne, [http://www.legion.ca/asp/docs/about/bg\\_f.asp](http://www.legion.ca/asp/docs/about/bg_f.asp),  
Internet, consulté le 17 octobre 2005.

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, *Regard sur le Monde*, Numéro 20, automne 2003, <http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine/issue20/01-title-fr.asp>, Internet, consulté le 12 février 2006

Ministère de la Défense nationale Canada, *Direction – histoire et patrimoine*,  
[http://www.forces.gc.ca/hr/dhh/history\\_archives/frgraph/home\\_f.asp?cat=1](http://www.forces.gc.ca/hr/dhh/history_archives/frgraph/home_f.asp?cat=1),  
Internet; consulté le 17 octobre 2005.

- Ministère de la Défense nationale, *Opération RÉCUPÉRATION*,  
[http://www.forces.gc.ca/site/operations/recuperation\\_f.asp](http://www.forces.gc.ca/site/operations/recuperation_f.asp), Internet,  
 consulté le 7 avril 2006.
- Ministère de l'éducation du Québec, *Programme de formation de l'école québécoise : enseignement secondaire de premier cycle*,  
[http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme\\_de\\_formation/secondaire/prformsec1ercycle.htm](http://www.meq.gouv.qc.ca/DGFJ/dp/programme_de_formation/secondaire/prformsec1ercycle.htm), Internet; consulté le 10 novembre 2005
- Ministère de l'éducation du Québec, *L'établissement des programmes d'études (primaires et secondaires)*,  
<http://www.meq.gouv.qc.ca/reforme/curricu/ecole05.htm>, Internet,  
 consulté 5 décembre 2005.
- Ministère du patrimoine du Canada, *Passerelle pour l'histoire militaire canadienne*, <http://cmhg.gc.ca/html/aboutus/ack-fr.asp>, Internet, consulté le 28 novembre 2005.
- Musée canadien de la guerre, *Programmes scolaires au Musée*,  
[http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information\\_f.html](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/information_f.html), Internet,  
 consulté le 22 octobre 2005.
- Parcs Canada, *Emplois*, [http://www.pc.gc.ca/agen/empl/index\\_f.asp](http://www.pc.gc.ca/agen/empl/index_f.asp), Internet, consulté le 18 avril 2006.
- Radio-Canada, *Une Armée et des espions dans un Québec souverain*, <http://radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2005/10/18/008-Duceppe-armee.shtml>,  
 Internet, consulté le 8 avril 2006.
- Toronto Star, *Opposition against missile defence growing poll*,  
[http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1108230336054\\_6?s\\_name=&no...](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1108230336054_6?s_name=&no...), Internet, consulté le 31 août 2005.
- Université du Québec à Montréal, « La création de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec », *Salle de Presse*,  
<http://www.unites.uqam.ca/sirp/com/04-186.htm>, Internet, consulté le 24 janvier 2006.

#### **Sources sur internet:**

- Brault, Lucien. *Le Canada au XXe siècle : manuel de 10<sup>e</sup> année Ontario (1965)*,  
<http://www.uottawa.ca/academic/crccf/passeport/IV/IVB2a/IVB2a05-5.html>, Internet; consulté 5 janvier 2006.

- Charland, Jean-Pierre et Sabrina Moisan, *L'enseignement de l'histoire dans les écoles francophones du Canada*, <http://www.histori.ca/prodev/file.do?id=20692>, Internet; consulté le 15 septembre 2005.
- Couture, Patrick. *Histoire du Québec et de l'Amérique française*, <http://www.republiquelibre.org/couture/LAUR.HTM>, Internet; consulté le 24 janvier 2006.
- CRIC, *Le Canada et le bouclier antimissile*, [http://www.cric.ca/fr\\_html/guide/missile%20defence/ballistic\\_missile.html](http://www.cric.ca/fr_html/guide/missile%20defence/ballistic_missile.html), Internet; consulté le 20 août 2005.
- Deshaies, Bruno. *L'enseignement de l'histoire au Québec*, <http://www.vigile.net/00-3/deshaies-5.html>, Internet; consulté le 16 octobre 2005.
- Deshaies, Bruno. *Une autre réforme, pourquoi faire?: projet de réforme du curriculum proposé par la ministre Marois*, <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/histoire/reforme.html>, Internet; consulté le 13 janvier 2006.
- Gaudreault, Patrice. « Manifestations pour le retrait des troupes en Afghanistan », *Le Droit*, <http://www.cyberpresse.ca/article/20060317/CPACTUALITES/603170829/5174/CPDROIT>, Internet; consulté le 9 avril 2006.
- Giguère, Richard (colonel), *États fragiles, conflits et catastrophes : un défi pour les relations entre les forces armées et les ONG*, Conférence de l'IRPP, 7 juin 2005, [http://www.irpp.org/events/archive/jun05NGO/giguere\\_text.pdf](http://www.irpp.org/events/archive/jun05NGO/giguere_text.pdf), Internet; consulté le 24 janvier 2006.
- Létourneau, Charles. « Le Canada en Afghanistan : du maintien de la paix à la zone de guerre », *Le Devoir*, 1 mars 2006. <http://www.ledevoir.com/2006/03/01/103160.html>, Internet; consulté le 15 mars 2006.
- Matias, Vitor. Tamara Lemerise et Dany Lussier-Desrochers, « Le partenariat entre les écoles secondaires et les musées: points de vue d'enseignants de la région de Montréal », *Revue des sciences de l'éducation*, Vol. 27, no. 1, 2001, <http://www.erudit.org/revue/rse/2001/v27/n1/000309ar.html>, Internet; consulté le 12 février 2006.
- Morissette, Nathaëlle. « Un plan pour faire accepter la mission en Afghanistan », *l'Actualité*, <http://www.cyberpresse.ca/article/20060309/CPACTUALITES/60309067/0/1025>, Internet; consulté le 1 avril 2006.



Monod, Gustave. « Un enseignement secondaire qui accueille tous les adolescents de 12 à 18 ans, centré sur la transmission de la culture, le développement de chacun et la formation à la démocratie », *Circulaire du 20 août 1945 (année scolaire française 1945-46)*, <http://www.meirieu.com/PATRIMOINE/gustavemonod.pdf>, Internet, consulté le 4 février 2006.

Sondage Léger Marketing, *Rapport: les Canadiens et l'armée, 13-18 décembre 2001*, <http://www.legermarketing.com/documents/spclm/020107fr.pdf>, Internet, consulté le 12 février 2006.

*Toronto Star*, « Opposition against missile defence growing :poll », [http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1108230336054\\_6?s\\_name=&no...](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1108230336054_6?s_name=&no...), Internet, consulté le 31 août 2005.

#### **ARTICLES DE JOURNAL**

Comeau, Robert. « La guerre? No sir!: Comment expliquer le discours antimilitariste véhiculé dans la mémoire collective québécoise? », *La Presse*, 10 novembre 2004.

Létourneau, Charles et Justin Massie, « Le Nouveau visage de la guerre », *Le Soleil*, 3 mars 2006.